

fév.
2025

Sud éducation

le journal des syndicats et de la fédération Sud éducation



L'extrême droite et l'école

numéro **103**

Fédération SUD éducation
31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris
Téléphone : 01 58 39 30 12
e-mail : fede@sudeducation.org

Encart jeté en aléatoire
pour certains destinataires
Journal trimestriel réalisé par
la fédération SUD éducation

Numéro de CPPAP
0423 S 06443

délivré le 04/04/18
jusqu'au 30/04/23

Prix > 1,5 €

Abonnement > 10 €

Directrice de la publication :
A. Champeau

Maquette :

Fabien Marcot
(bienagiteravantusage.com)

Imprimerie :

Wagram, Bezons

Dépôt légal en cours

ÉDITO

Dans un contexte de montée des idées d'extrême droite, complaisamment relayées par des médias du milliardaire Bolloré, et aujourd'hui largement reprises par la droite et l'extrême centre, il apparaît plus que jamais nécessaire de s'outiller syndicalement pour lutter contre ces idées qui mettent en danger l'école publique, ses personnels et ses élèves. Laisser l'extrême droite aux manettes de collectivités territoriales, ou après-demain à la tête de l'exécutif, serait un coup fatal porté contre l'école publique et nous renverrait plus de quatre-vingts ans en arrière quand l'école devait servir le projet vichyste de *"Révolution nationale"*.

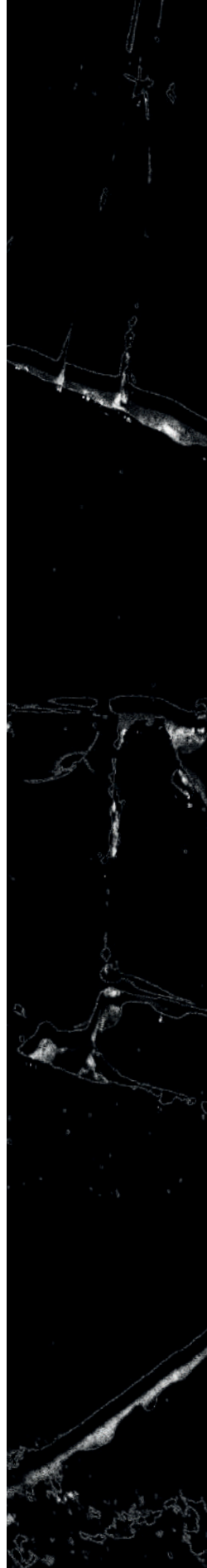
Les projets éducatifs de l'extrême droite attaquent directement les personnels : attaques contre le statut de fonctionnaire, attaques contre les libertés pédagogiques, mise en concurrence des établissements et des enseignant-es ; mais aussi les élèves : tri social, embrigadement de la jeunesse, autoritarisme à tous les niveaux... sans parler du sort qui attend les élèves trans ou racisé-es. Les familles précaires, racisées, non hétéronormées, seront également les premières victimes d'une école sous la coupe d'un projet politique réactionnaire.

La mise au pas de l'école est une vieille obsession des extrêmes droites (p. 22). Aujourd'hui les quelques mairies aux mains du RN ou des ses alliés servent de laboratoire (p. 10) et nous rappellent que l'extrême droite ne renie jamais ses obsessions autoritaires, sécuritaires, sexistes et racistes lorsqu'elle arrive, même légalement, au pouvoir (p. 12). Les prochaines échéances électorales, où le RN espère emporter de nombreuses villes (p. 8), pourraient être un moment de bascule pour l'école publique et plus généralement pour les politiques à l'encontre des jeunes. Les exemples ne manquent pas à l'étranger des effets concrets et directs des politiques d'extrême droite (p. 18).

Si l'extrême droite n'est pas (encore !) au pouvoir, ses idées infusent de plus en plus et les signes d'un retour à un ordre moral réactionnaire sont partout présents. L'école n'échappe pas à cette atmosphère brune et c'est bien la célébration d'un ordre moral moisi, souvent avec l'argument ubuesque de protection de l'enfance, qui conduit les croisé-es anti-Évars (p. 22) ou les milliardaires Stérin ou Bolloré (p. 24) dans leurs offensives réactionnaires. Ces attaques visent à empêcher des projets pédagogiques et mettent des collègues en danger (p. 36). Dans le supérieur, les mêmes offensives réactionnaires, avec là encore des méthodes importées notamment des États-Unis (p. 38), attaquent les libertés pédagogiques.

Contre le projet pédagogique promu par l'extrême droite (Espérance Banlieue, Excellence Ruralités), et aujourd'hui relayé et porté par la droite et l'extrême centre, qui sert les intérêts de classe, de la suprématie blanche et vise essentiellement à imposer une politique de séparatisme scolaire, de ségrégation raciale et la reconnaissance de l'enseignement privé, même hors contrat, au même titre que le public, nous avons à leur opposer, en tant que pédagogues, une pédagogie émancipatrice (p. 40) et, en tant que syndicalistes, une résistance avec nos propres outils. Pour une école antiraciste, inclusive et émancipatrice, pas de combat syndical sans combat antifasciste !

Cette autodéfense populaire contre l'extrême droite, ses idées et ses méfaits a un nom, elle s'appelle l'antifascisme. Alors aujourd'hui portons haut cet étendard : antifascistes parce que syndicalistes, syndicalistes donc antifascistes ! ●



**MAKE
ANTIFASCIS
GREAT
AGAIN.**

SOMMAIRE

numéro **103**

1 - Rééducation nationale	7
<i>Municipales 2026 & extrême droite</i>	8
<i>Le Rassemblement national est l'ennemi des personnes racisées, des LGBTQIA+ et des femmes</i>	12
<i>La transphobie à l'école</i>	14
<i>L'extrême droite, ennemie des personnes handicapées</i>	16
<i>Argentine : Javier Milei contre le service public d'éducation</i>	18
2 - Retour à l'ordre moral	21
<i>Pourquoi l'extrême droite déteste l'école publique ?</i>	22
<i>Cartographie des croisé-es de l'anti-genre</i>	24
<i>L'extrême-droite et son projet raciste à l'assaut de l'école</i>	28
<i>Contre Bolloré et son monde</i>	30
<i>Pierre-Édouard Stérin, « Saint Patron des réacs »</i>	32
3 - Contre révolution scolaire	35
<i>Quand l'extrême droite remet en cause un projet pédagogique à Valenciennes</i>	36
<i>Idéologie et pratiques de l'extrême droite dans les facs</i>	38
<i>Des pratiques éducatives pour lutter contre l'extrême droite à l'école</i>	40
4 - Des outils, des lectures	43
<i>Petit dico des termes de l'extrême droite</i>	44
<i>Bibliographie</i>	48



Réé- duca- tion natio- nale

**à l'école de l'extrême droite :
autorité, inégalités, identité**

Municipales 2026 & extrême droite

SUD éducation a produit une longue contribution à la brochure de VISA (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes) concernant les prochaines élections municipales de 2026. Retrouvez la en ligne sur notre site : sudeducation.org/contribution-a-la-brochure-visa-de-novembre-2025-elections-municipales

Pas de quartiers pour les fachos...

S'il est encore peu implanté à l'échelon local, les municipales 2026 sont un enjeu de taille pour un RN soutenu par des milliardaires comme Bolloré et Stérin.

De nouvelles mairies RN, c'est un danger pour l'école publique, ses personnels et ses élèves. Car l'extrême droite, certain-es l'ont déjà essayée dans une quinzaine de municipalités où l'école est déjà un « *laboratoire d'expérimentations* » inégalitaires, identitaires et autoritaires.

Partout la chasse aux pauvres

Là, le prix des transports, des cantines et du périscolaire a été augmenté, quand ce n'est pas tout simplement leur gratuité qui a été supprimée – afin de « *responsabiliser* » les familles modestes.

Cette chasse aux pauvres est encore plus féroce à l'encontre des populations racisées. À Orange, la mairie refuse de réhabiliter un quartier délabré, ferme le dernier centre social et diminue les places de cantine et en centre aéré.

Un racisme décomplexé

Racisme et islamophobie s'affichent : interdiction des repas sans porc dans les cantines (Cogolin), dénigrement des zones d'éducation prioritaire, que le RN souhaite totalement supprimer, en réclamant l'abandon de toute « *discrimination positive* » dans le secondaire et le supérieur, mais aussi la fin de la gratuité de l'école pour les enfants étranger-es et l'interdiction des missions de services publics pour les personnes non-françaises.

À Cogolin, le maire prétend que les enfants étranger-es seraient responsables d'une baisse du niveau et celui de Beaucaire déplore devoir inscrire « *des élèves pour la plupart originaires du Maghreb et/ou de nationalité espagnole grâce à l'Europe passoire et laxiste en matière de naturalisation et de droit du sol* ».

Un projet éducatif nationaliste et autoritaire

Le « *Big Bang de l'autorité* » de Bardella, c'est envoyer les élèves « *radicalisés et perturbateurs* » dans des centres spécialisés et les orienter vers des filières professionnelles ou des centres éducatifs fermés.

Partisane de la stricte reproduction de l'ordre social et des hiérarchies, l'extrême droite rêve d'une école du tri social : orientation précoce, fin du collège unique avec un examen d'entrée en 6^e, mise à l'écart des élèves handicapé-es, etc.

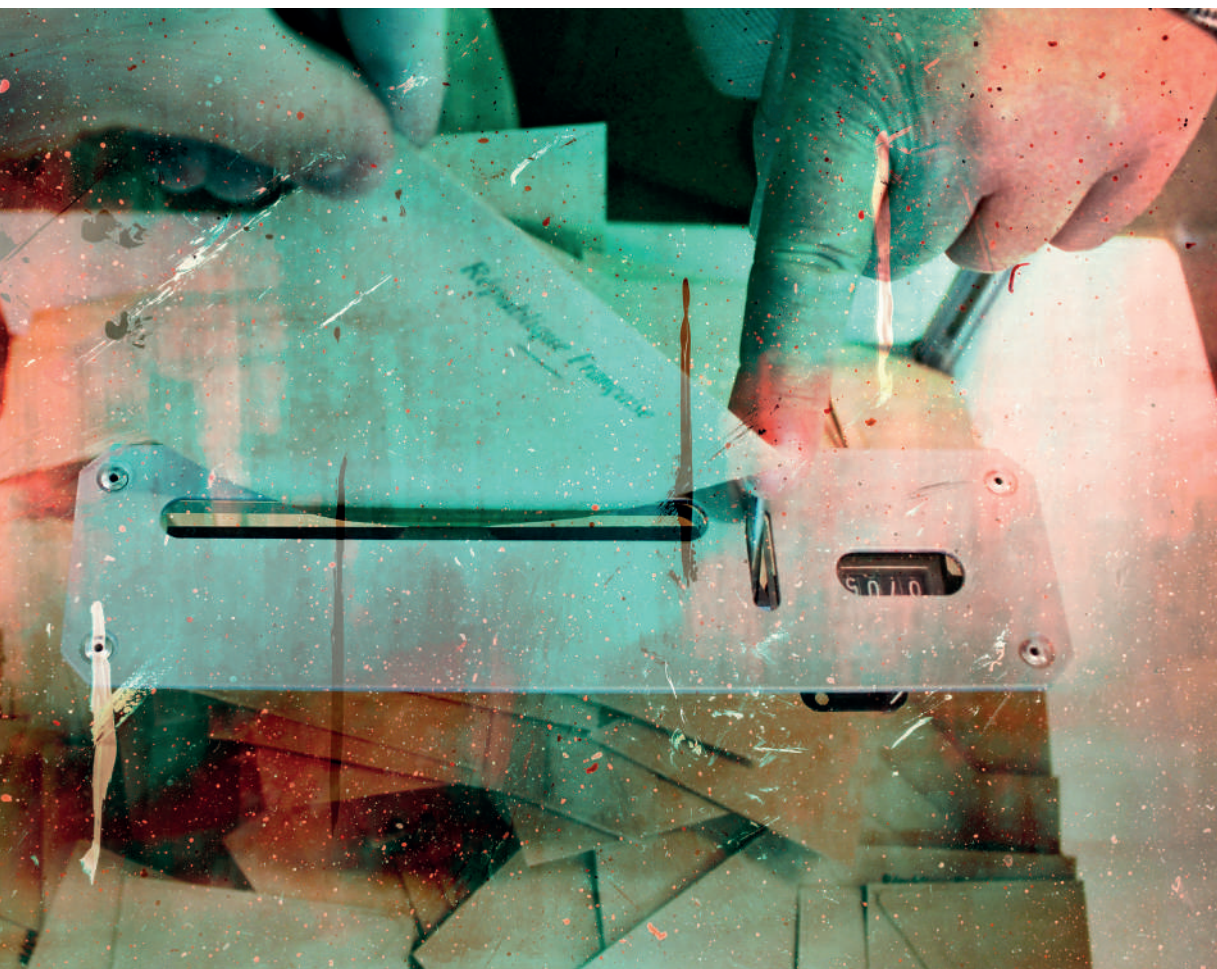
Le RN veut aussi recentrer le primaire autour de savoirs dits « *fondamentaux* » (maths, français, histoire) en supprimant les langues vivantes, les arts, la géographie, etc.

Un projet réactionnaire pour l'école

« *Anti-pédagogistes* » et passéiste, le programme se résume à « *l'école c'était mieux avant* »... quand tout le monde n'y allait pas. Mais les écoles privées, sous et hors contrat, ont la cote : Stéphane Ravier loue ces établissements « *avec de vrais enseignants, et non ces militants des écoles publiques, pas respectables, qui ne protègent pas les enfants* ».



Illustration :
Arnaud
Jaegers
(Unsplash)
& Fabien
Marcot



Une gestion brutale et antisyndicale

Les enseignant-es et les agent-es territoriales-aux sont dans le collimateur : le maire de Beaucaire fustige les « *syndicalistes sans éducation, privilégiés, aigris et sectaires dont le comportement n'a rien à envier à celui des racailles* ». Ménard promet de « *passer l'école de 68 au karcher* » et Ravier rêve d'éradiquer les « *métastases rouges du quartier* ». À Bollène (Ligue du Sud), le nombre d'Atsem a été divisé par deux en 10 ans. Et, dans ces mairies, les atteintes aux droits syndicaux, le déplacement des agent-es, ainsi que la gestion clientéliste des contrats précaires sont la norme. C'est la mise au pas des personnels qui est à l'ordre du jour. Le RN souhaite réduire à néant la formation des enseignant-es, augmenter les inspections,

promouvoir le « *mérite* » et accroître le contrôle hiérarchique en matière « *politique, idéologique et religieuse* ».

Une mise en danger des minorités

Enfin, l'extrême droite cible les personnes LGBTQIA+. Roger Chudeau anime une association de parlementaires « *antiwoke* », hostile aux revendications des personnes trans. Le RN s'oppose à l'Éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (Évars). Quant à Zemmour, il promet de chasser « *des classes de nos enfants le pédagogisme, l'islamo-gauchisme, et l'idéologie LGBT* » et dénonce le « *Grand endoctrinement* » scolaire, au service du « *Grand remplacement* ».

Comment combattre l'extrême droite dans l'éducation ?

- Décrypter et déconstruire les fausses solutions comme le port de l'uniforme qui ne permet en rien de lutter contre les inégalités sociales, rappeler que l'extrême droite ne propose ni augmentation du budget de l'Éducation nationale ni baisse des effectifs...

- Convaincre nos collègues que l'école nationaliste est une école de ségrégation, d'exclusion, de sélection et de soumission au service d'un projet de société violent et inégalitaire.

- Parler des conséquences sur nos élèves.

- Rappeler le bilan de l'extrême droite municipale mais aussi dans les pays qu'elle dirige.

Nous devons également continuer notre travail de formation et d'information, par des stages, des analyses et des campagnes (« Désarmer Bolloré »), investir les collectifs intersyndicaux comme VISA. Le syndicalisme de lutte est un barrage puissant pour s'opposer au management toxique et à la casse néo-libérale des services publics.

Combattre l'extrême droite c'est défendre une pédagogie antifasciste, antisexiste, anti-validiste et antiraciste. L'école telle que nous la souhaitons doit être un outil d'émancipation individuelle et collective, d'égalité et de justice sociale, pas de discriminations. ●

Illustration :
Arnaud Jaegers
(Unsplash) &
Fabien Marcot



Témoignage Béziers

→ L'affiche de rentrée 2025 est l'occasion pour la ville de Béziers de faire la propagande des uniformes portés par les élèves de seulement 4 écoles pour un coût de 450 000 euros. Passéisme des dessins, uniformes genrés et sexualisés, enfants blanc-ches et invisibilisation des enfants non blanc-ches. Tout y est.

→ Un-e enfant sur deux est confronté-e à la pauvreté à Béziers. Mais les dispositifs périscolaires sont payants : 11 euros par mois pour les contribuables biterrois-es et 18 euros pour les élèves qui vivent hors Béziers.

→ Animatrice ce n'est pas une sinécure à Béziers. Pas de reconnaissance. Des conditions de travail dégradées. Pas de budget pour le matériel. Taux d'encadrement souvent inférieur aux besoins, absences non remplacées. Résultat : parfois 2-3 agent-es pour 60 élèves.

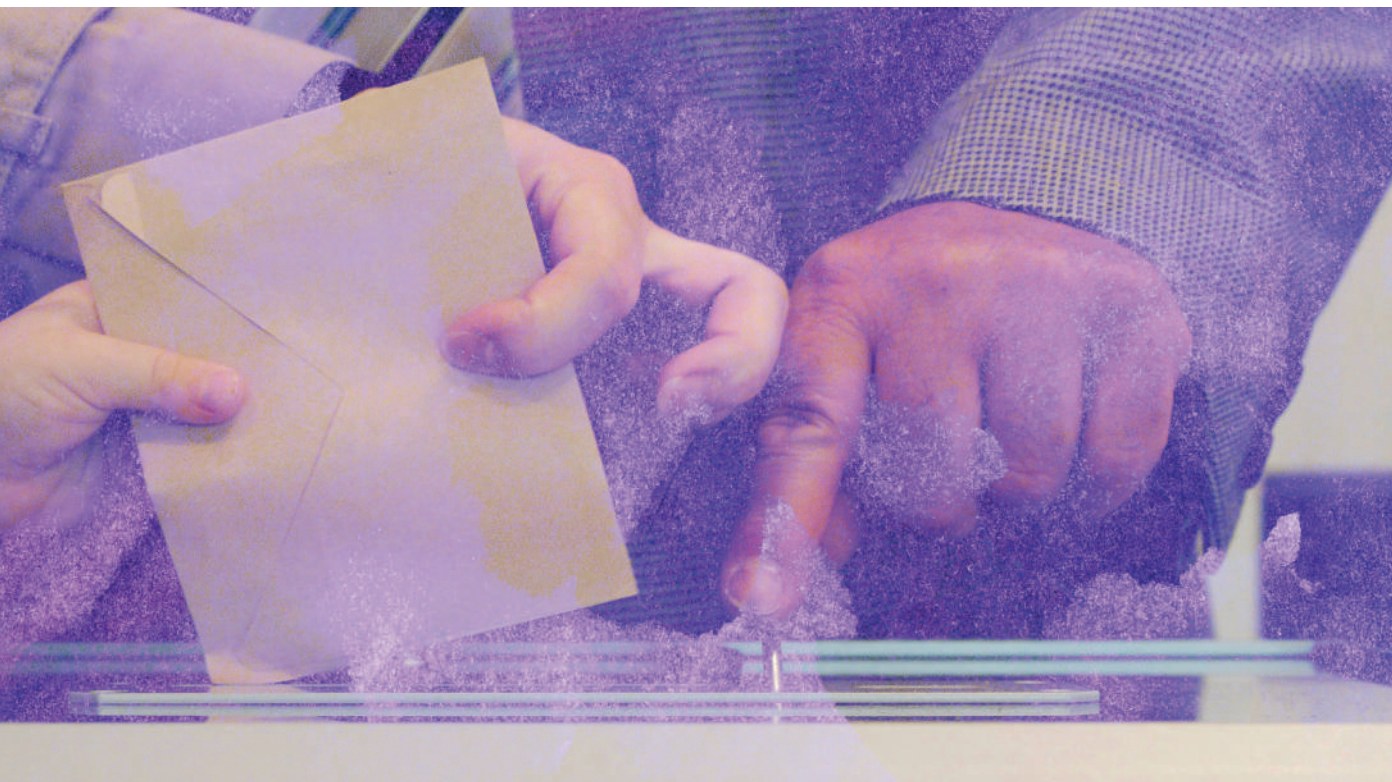
→ Les travaux dans les écoles les plus anciennes ne sont pas à la hauteur de leur état de délabrement. Manque d'isolation, fuites et infiltrations sont le lot quotidien. Et quand on

renove une cour, que fait-on ? On végétalise ? Surtout pas : on coupe les arbres.

→ La mairie offre aux élèves de jolis cadeaux : un bleuet à arborer obligatoirement pour la commémoration du 11 novembre, histoire de financer le nouveau fonds de l'association des Bleuets de France, qui participe à l'entreprise actuelle de militarisation de la jeunesse.

→ Le label Cité éducative obtenu par la ville de Béziers est une source de financement pour mener des projets et acheter du matériel à destination des jeunes de 3 à 25 ans sur le centre-ville. C'est ainsi que tou-tes les élèves de Béziers ont reçu un dictionnaire. Une édition spéciale avec la photo du maire !

→ A Béziers le label cité éducative contribue au financement du centre de loisirs de la police nationale. Un agent de police armé est ainsi mis à la disposition des collèves pour faire la leçon aux élèves exclu-es de cours, ces sauvageons.



Témoignage Perpignan

→ Louis Aliot a changé le logo municipal dès le début de son mandat : du Castillet aux couleurs catalanes, on est passé à Saint-Jean Baptiste avec son agneau dans les bras, une auréole autour de la tête. Ce logo d'inspiration catholique est complété par la devise : Perpignan la "rayonnante". Ces symboles religieux chrétiens bafouent le principe de laïcité. Comment une mairie peut-elle arborer une préférence religieuse et sortir de son devoir de neutralité ? Comment l'État peut-il ainsi laisser bafouer le principe de laïcité et la loi de 1905 ? Pour rappel : ce logo apparaît sur tous les documents officiels de la mairie (inscription à l'école, cantine, garderie...), sur les frontons des écoles, stades et piscines municipales, bibliothèques, affiches publicitaires... Et au cas où on ne l'aurait pas encore bien vu, la mairie appose des banderoles et autres drapeaux lors des manifestations scolaires dans les cours d'écoles : fêtes de fin d'année...

Une directrice a refusé l'installation d'une telle banderole dans son école ; d'autres ont laissé faire, faute de directive claire.

→ Les interventions de la brigade des mineur-es dans les espaces scolaires posent un problème à Perpignan. Le droit des enfants à être en sécurité quand ils sont dans l'enceinte de leur établissement scolaire est fondamental.

Il est pourtant bafoué quand la brigade vient chercher un-e enfant sur le temps scolaire pour lui faire passer des examens médico légaux à l'hôpital à la suite d'un signalement.

Situation vécue : un élève récupéré par son père sur le temps scolaire et qui est reparti en Hollande avec lui sans prendre le temps de dire au revoir à ses camarades de classe ou aux personnels de l'école.

La police utilise l'école comme lieu d'intervention pour régler des problèmes familiaux car c'est plus facile pour elle d'intervenir dans cet espace qu'aux domiciles. Ces situations génèrent un grand sentiment d'insécurité.

Exprimer cela et questionner ces méthodes auprès de la hiérarchie, c'est faire le triste constat que la sécurité psychologique des élèves et des enseignant-es n'est pas prise en compte.

Le Rassemblement national est l'ennemi des personnes racisées, des LGBTQIA+ et des femmes

SUD éducation a produit une version plus détaillée et fournie de cet article. Retrouvez le en ligne sur notre site : sudeducation.org/le-rassemblement-national-est-lennemi-des-personnes-racisees-des-lgbtqia-et-des-femmes

Le Rassemblement national est porteur de mesures dangereuses pour les personnes racisées, LGBTQIA+ et les femmes, qu'il nous faut combattre. Le programme qu'il porte instrumentalise les dominations pour son projet réactionnaire et suprémaciste. Il ne doit pas arriver au pouvoir !

Le Rassemblement national défend un projet réactionnaire, raciste et patriarcal

Le RN défend un programme raciste et suprémaciste, visant à instaurer une logique de "*préférence nationale*", c'est-à-dire la supériorité des Français-es blanc-hes sur les autres composantes de la société. A cette fin, il reproduit et accentue les dynamiques patriarcales : les obsessions natalistes, imposant aux femmes une assignation à un rôle de mère chargée de la reproduction, répondent à l'idée d'un "*grand remplacement*" des personnes blanches par des populations issues de l'immigration. De même, un renforcement des normes de genre binaires et hétérosexuelles est pour l'extrême droite la garantie d'un rétablissement de l'ordre établi, centré sur la famille et la suprématie des valeurs dites traditionnelles. Le RN souhaite une éducation autoritaire, célébrant la race blanche et renforçant les rapports de genre inégalitaires pour permettre un "*réarmement démographique*" patriarcal et raciste.

A l'école, ce projet s'illustre par la volonté d'instaurer de nouvelles mesures toujours plus islamophobes et autoritaires. Le "*Monsieur école*" du RN, Roger Chudeau, annonce vouloir interdire aux accompagnatrices scolaires de porter le voile et souhaite créer des centres spécialisés pour les élèves dits « *perturbateurs* » ou dits « *radicalisés* ». Le durcissement des lois visant le contrôle des habits des élèves musulmanes est également à l'étude. Si le RN arrive au pouvoir nos élèves racisé-es seront directement visé-es et seront touché-es par une répression raciste violente.

Le Rassemblement national aggrave les rapports de dominations

Le RN, malgré ses discours de façade destinés à le présenter en défenseur des droits des femmes, est en réalité un défenseur du système patriarcal, et s'accommode très bien de la perpétuation des oppressions systémiques qui touchent les femmes et les personnes LGBTQIA+. Il le montre clairement par ses votes dans les différentes instances, européennes et nationales, tout comme dans les prises de parole publiques de ses élu-es.

Il faut craindre également pour les associations féministes (le planning familial par exemple), régulièrement attaquées par les militant-es d'extrême droite. Il est à craindre que le RN s'attaque à leurs subventions et entrave leurs interventions dans les établissements scolaires. Au contraire des associations réactionnaires pourraient se voir faciliter l'accès aux écoles pour s'y livrer à leur propagande nauséabonde contre l'Éducation à la Vie Affective et Relationnelle, et à la Sexualité (Évars).

Le RN prétend défendre la liberté des femmes à disposer de leur corps ? Aucun-e député-e RN n'a voté pour l'allongement du délai à 14 semaines pour l'IVG. Les député-es RN glorifient au contraire la figure de la mère au foyer, réduite à sa capacité de procréation : « *une mère au foyer est peut-être mieux à s'occuper des enfants* » (J. Designy), « *moi je préfère qu'on fabrique des travailleurs français plutôt qu'on les importe [...], qu'on ait des petits Français demain, plutôt que d'ouvrir les vannes et de voir l'immigration comme un projet de peuplement* » (S. Chenu).

Quant aux droits des personnes LGBTQIA+, pas un mot dans leur programme. En lieu et place, on y retrouve diatribes contre le « *wokisme* » et le lobby LGBT, qui seraient à l'œuvre dans la société en général, et dans l'Éducation nationale en particulier.



Illustration : Flore Giraud

On le voit, la société rêvée par le RN est une société toujours plus patriarcale, marquée par une vision réactionnaire et sexiste de la place des femmes, et sourde aux violences et discriminations qui les frappent tous les jours.

Détournement du féminisme à des fins racistes et nationalistes

Le RN instrumentalise le féminisme en s'en servant comme prétexte pour proposer d'interdire le port du voile dans les espaces publics. Pour l'extrême droite, les femmes portant le voile seraient soumises aux injonctions religieuses et par extension aux hommes racisés de leur famille, ou à des idéologies religieuses radicales. En voulant contrôler le corps et les habits des femmes, le RN s'inscrit dans une idéologie patriarcale et coloniale de dévoilement des femmes.

En 2024, Jordan Bardella affirmait que 77 % des viols étaient commis par des étrangers. En réalité, les violences sexuelles sont commises à 91 % par des agresseurs proches des victimes, dans les familles et dans les cercles proches. Cette volonté de faire croire que les violences qui s'exercent sur les femmes seraient le fait des hommes étrangers nourrit un discours sécuritaire et xénophobe.

Le fémonationalisme du RN participe sciemment à construire des stéréotypes racistes, coloniaux et xénophobes. Il invisibilise par ailleurs les vrais enjeux des violences sexistes et sexuelles dont toutes les femmes peuvent être victimes et qui relèvent d'une culture du viol qui traverse tous les espaces sociaux.

Parallèlement, l'extrême droite instrumentalise les luttes des lesbiennes, gays et bisexuel·les à des fins racistes et transphobes dans la société et à l'école. Le Rassemblement national se présentait en 2022 comme le parti ayant le plus de députés gays. En réalité l'extrême droite reste et demeure LGBTIphobe tant par les votes de ces député·es que par les violences dont les militants fascistes se revendiquent auteurs. Elle continue à véhiculer l'idée erronée que les agressions LGBTIphobes sont le fait des personnes étrangères et racisées.

La lutte pour les droits des femmes ou la lutte contre les LGBphobies ne peuvent pas et ne doivent pas être au service du racisme. SUD éducation affirme qu'il ne peut y avoir de féminisme sans toutes les personnes LGBTQIA+ et sans les femmes racisées. ●

La transphobie à l'école

Nous nous sommes entretenu·es en décembre 2025 avec 3 membres de l'association NOSIG (Nos Orientations Sexuelles et Identités de Genre), qui gère le centre LGBTQIA+ de Nantes depuis 1993, et fédère 29 assos adhérentes : Anne-Lise, la présidente, également enseignante en lycée à Nantes, Roby et Félix, membres de la commission trans et inter(sexes) ainsi qu'avec François, salarié à disQutons, association qui siège au CA de NOSIG.

Pouvez-vous nous en dire plus sur ce que vous faites ?

Anne-Lise (AL) : Nos missions à NOSIG sont d'informer, d'accueillir, de soutenir les démarches dans une transition et de lutter. Il y a des commissions accueil, santé, médiathèque, trans et intersexes, intervention en milieu scolaire et formation, droit d'asile.

François (Fr) : disQutons est une association avec 2 salarié·es. On bosse sur l'Évar et l'Évars, de 3 ans jusqu'à l'âge adulte et avec des adultes qui sont au contact d'enfants.

Roby (R) : dans la com' trans inter nous sommes 3 bénévoles dans le noyau dur. On travaille en priorité sur l'accueil et des entretiens d'écoute de personnes en questionnement ou en période de transition.

Félix (Fé) : Qu'on soit concerné·e facilite les choses, on parle entre semblables. Des fois des gens attendent juste confirmation de ce qu'ils ressentent. Donc être accueilli·e par quelqu'un·e de la communauté, c'est rassurant.

R : On peut partir de notre parcours mais on essaie au maximum de ne pas influencer les personnes avec qui on discute, contrairement à ce que prétend l'extrême droite ! On ne donne pas de produits médicaux, ça doit passer par un parcours médical.

Comment ressentez-vous la transphobie à l'école ?

AL : c'est beaucoup lié à de la méconnaissance : il y a beaucoup de fake news qui circulent sur les réseaux. Une fois on m'a demandé pourquoi dans LGBTQIA+ il n'y pas le Z pour zoophilie ! Les élèves relaient les débats sur les personnes trans dans le sport. On rappelle que, dans la loi, toutes les discriminations sont punies de la même manière. Pour certaines classes ça choque, iels pensent que le racisme c'est quand même plus grave.

Les plus gros points de friction c'est plutôt avec des collègues, certain·es ont vraiment dit des choses horribles.

Fr : La transphobie repose sur l'ignorance. C'est aussi le reflet du masculinisme montant de la société. Pour

palier ça, on essaie d'intégrer les personnes trans dans nos interventions, les mises en situation. On va parler de personnes intersexuées pour arriver au fait qu'il y a plein de réalités différentes, pas juste des hommes et des femmes. Ça permet de se représenter plus facilement que la transidentité peut revêtir de nombreuses formes.

AL : quand même la majorité des interventions se passent bien. En 2024 on a touché 300 collégien·nes, 1000 lycéen·es, plus encore en 2025 et les demandes augmentent encore pour 2026... Après on est limité, faute de moyens humains. C'est pas toujours facile mais dans l'ensemble pas mal d'élèves sont prêt·es à en parler. Les clichés ont la vie dure, en particulier dans les lycées pro mais aussi dans les lycées chics du centre ville.

Avez-vous ressenti des évolutions dans le temps ?

AL : Oui et non. Oui parce qu'on en parle plus, les élèves maîtrisent mieux les notions. C'est devenu plus facile de parler d'un questionnement. Les collègues sont moins réfractaires. Non car les gens qui s'y opposent sont plus violents, plus décomplexés. On sait que les personnes trans sont les premières personnes ciblées. Les "*parents vigilants*" ont réagi l'année dernière à la médiathèque de Nantes métropole, lors de moments de lecture par des drag queen.

Fé : Il n'y a pas longtemps, des TERF se sont pointées à une projection qu'on organisait. Elles portent une théorie dégueulasse de grand remplacement des femmes par les femmes trans. Ça craint quand quelqu'un comme Aurore Berger s'affiche à côté de TERF connues comme Marguerite Stern et autres femellistes. Heureusement elles ont peu d'espace à Nantes. C'est sûr qu'on subit le matraquage médiatique de Bolloré et de ses médias contre la communauté trans. Dans les lgbtphobies ce sont les trans qui sont les plus visé·es, en particulier les femmes, TDS, racisées. Elles cristallisent toute la haine.

R : les femmes trans, ça touche à la masculinité.

Les hommes se sentent en risque, ça les touche personnellement. Leur rôle déterminé socialement n'est plus aussi net. Chez les mascus anti-trans, il y a

la peur qu'une femme trans puisse te piéger au lit ! J'ai l'impression que les hommes trans c'est moins choquant, c'est moins pensé.

F : Quand on parle transition dans les médias c'est majoritairement d'un point de vue négatif. C'est ce que pointe bien l'AJL, l'association des journalistes LGBT. Il y a beaucoup de brain-wash !

De quels outils disposez-vous pour lutter contre la transphobie ?

R : Pour nous, c'est essentiel de pouvoir se voir entre personnes concernées. Une fois par mois on organise une rencontre conviviale en mixité choisie. Tous les ans NOSIG organise la Pride à Nantes, c'est d'ailleurs comme ça que je suis rentrée dans l'asso.

Fé : On a plein d'outils ! Tous les ans on prépare quelque chose pour la journée mondiale du souvenir trans. Dans la com' on reçoit beaucoup de sollicitations pour des entretiens, on fait de la formation en interne. On a mis en place des commandes groupées de sous-vêtements car ça coûte cher et notre communauté est souvent touchée par un certain déclassement social, par la pauvreté.

Fr : A disQutons, on renvoie souvent vers des assos avec qui on est en réseau, que ce soit pour des questions de transphobie ou d'homophobie. On ne va pas s'inventer des compétences qu'on n'a pas ! Après on s'assure que les personnes arrivent au bon endroit.

AL : Il y a la circulaire Blanquer qui, depuis 2021, encadre l'accueil des élèves trans. Sur certains aspects elle est très concrète, sur d'autres volontairement floue pour éviter de se positionner. Par exemple, on a besoin de l'accord d'un-e élève pour parler de sa transition à ses parents : ça c'est une avancée. Si les deux parents sont d'accord, les enseignant-es sont obligé-es d'accepter le changement de prénom s'il est demandé. Par contre, s'ils ne le sont pas, la circulaire ne dit pas ce qu'on peut/doit faire.

R : Il y a un gros travail d'information à faire. C'est important que ça ne repose pas que sur des personnes trans ! On aimerait bien que les cis puissent le faire et nous enlever une partie de cette charge mentale. En même temps des personnes cis, même alliées, peuvent parfois poser des mauvaises questions, créer de la gêne. Il faut qu'on arrive à avancer ensemble. ●

*Illustration :
Norbu Gyachung (Unsplash)*



L'extrême droite, ennemie des personnes handicapées

SUD éducation a produit une version plus détaillée et fournie de cet article. Retrouvez le en ligne sur notre site : sudeducation.org/lextrême-droite-ennemie-des-personnes-handicapées

L'extrême droite, aujourd'hui et dans l'histoire, propage une vision de la société organisée selon une hiérarchie des vies, qu'elle estime "naturelle". Dans cette hiérarchie revendiquée par l'extrême droite, les personnes en situation de handicap sont considérées comme inférieures et affublées d'une image sociale extrêmement négative : criminalisée ou reléguée hors de la société.

Un validisme profondément ancré dans la société

La France est très fortement imprégnée par l'oppression systémique que constitue le validisme : ce qui est acquis pour les valides demeure inaccessible aux personnes handicapées, et il est communément admis que les vies des personnes handicapées ont moins de valeur que celles des valides. C'est une réalité objective (attestée par les sciences sociales, le Défenseur des droits...), transversale (impactant tous les aspects de la vie sociale et politique des personnes concernées : emploi, scolarité, santé...) et institutionnelle (l'État et les institutions comme l'école en sont les acteurs majeurs). Cette oppression produit des violences et des discriminations.

Le développement de l'institutionnalisation - un argument électoral pour les partis d'extrême droite en France - Les programmes des partis d'extrême droite français sont unanimement pour le développement de l'institutionnalisation. Selon CLE Autistes (Collectif pour la liberté d'expression des autistes) : *"l'institutionnalisation est le processus de placement d'une personne handicapée dans un milieu ségrégué sur la base de son handicap. Par exemple, un hôpital de jour (HDJ) ou une institution médico-sociale (IME, MAS, FAM, ITEP...) sont des structures spécialisées et ségréguées."*

Eric Zemmour déclare être favorable à l'accueil des enfants en situation de handicap dans des « établissements spécialisés, sauf pour les gens légèrement handicapés évidemment », et que « *l'obsession de l'inclusion est une mauvaise manière faite aux autres enfants et à ces enfants-là qui sont, les pauvres, complètement dépassés par les autres enfants* ». Marine Le Pen abonde : « *Il faut [...] améliorer l'accueil dans ces établissements, augmenter leur nombre [...].* »

Les établissements spécialisés sont pourtant dénoncés par le comité des droits des personnes handicapées de l'ONU ainsi que son sous-comité de prévention de la torture et des traitements inhumains et dégradants.

Contre l'extrême droite, contre toutes les oppressions, pour la justice sociale et l'émancipation de tou·tes SUD éducation est un syndicat de transformation sociale engagé radicalement contre toutes les oppressions et contre l'extrême droite et qui lutte aux côtés des collectifs anti-validistes et antifascistes pour la construction d'une société juste, égalitaire et d'une école émancpatrice et débarrassée des oppressions.

Pour un système éducatif inclusif, public et gratuit, SUD éducation revendique :

- la fin du financement des structures médico-sociales privées qui font des bénéfices sur le dos des personnes concernées. Cette gestion néolibérale des services publics n'est plus supportable : de l'argent public, pour une école publique inclusive !
- l'inclusion progressive dans l'Éducation nationale des établissements médico-sociaux par le transfert des moyens et des personnels dans l'école publique, en concertation avec les personnels du santé-social, de façon à inclure tou·tes les élèves en situation de handicap au sein d'une seule école ;
- le renforcement des liens avec les travailleur·euses du secteur médico-social et la multiplication de leurs interventions sur les lieux de vie pour répondre aux besoins de tou·tes les élèves ;
- la restructuration de l'école en profondeur, en privilégiant les aménagements au niveau organisationnel sur les compensations individuelles, en repensant le métier d'AESH pour en faire un·e véritable collaborateur·rice de l'enseignant·e ;
- en dégageant des temps de formation et de concertation des personnels sur temps de travail, avec des effectifs allégés, une large politique de recrutement et des pédagogies émancpatrices et coopératives. ●

Illustration :
Marianne Bos (Unsplash)
© Fabien Marcot



Argentine : Javier Milei contre le service public d'éducation

L'extrême droite est au pouvoir en Argentine depuis l'élection de Javier Gerardo Milei en décembre 2023, malgré la forte campagne syndicale unitaire « *Pas una voz a Milei, avec lui, tu perdras des droits* » organisée entre les 2 tours de la présidentielle par les 3 centrales syndicales CGT, CTA-T et CTA-A. Sur place, nos camarades constatent que cette victoire insensée de Milei est la conséquence directe de gouvernements progressistes n'ayant pas fait ce qu'ils avaient promis, discréditant ainsi l'argumentaire de notre camp social. La droite avait trouvé un supposé outsider équipé d'une tronçonneuse, illustrant sa politique de la haine, un programme d'austérité, de perte de droits pour les travailleurs, travailleuses, retraité-es, privé-es d'emploi et une garantie de la concentration des richesses pour la classe dominante et le FMI. Ce dernier dicte de drastiques réformes fiscales, du droit du travail et des retraites. Comme partout dans le monde, l'extrême droite en Argentine supprime les droits conquis au cours des dernières décennies, véhicule des discours très conservateurs sur les questions de genre et se focalise sur l'école prétendument promotrice de ce qu'elle appelle « *l'idéologie de genre* ». Le gouvernement de Milei a fermé le Ministère des Femmes, du Genre et de la Diversité et

« L'éducation devrait être un business. Si on la considère comme un droit, on est foutu. »

Benegas Lynch, tête de liste des député-es du parti de Milei)

le Sous-secrétariat à la protection contre la violence de genre et cherche à retirer le financement de nombreuses politiques visant à promouvoir l'égalité.

L'éducation est attaquée de plein fouet par des coupes budgétaires drastiques comme le démontrent nos camarades de la Confédération des travailleurs de l'éducation de la république argentine (CTERA). Depuis 2023, on note une baisse des moyens de 84,4 % pour

l'infrastructure et l'équipement des établissements scolaires, de 77,4 % sur les bourses des étudiant-es, de 71,2 % pour la formation des enseignant-es et de 84,5 % pour les Instituts Nationaux d'Éducation Technique. En 2023, les enseignant-es avaient déjà vu leur salaire perdre 30 % de sa valeur réelle.

Une série de (contre-)réformes à la tronçonneuse est en route

Via son projet de loi dite « *Loi omnibus* » visant à déréguler en profondeur le cadre économique, social et institutionnel, Javier Milei projette de modifier l'ensemble des lois cadres de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et du périscolaire géré par les collectivités territoriales.



Illustration : CTERA

Voucherisation de l'enseignement

Il serait aussi désormais permis que, dès le deuxième cycle de l'école primaire (soit à partir de 9 ans) l'enseignement puisse être dispensé sous forme hybride : virtuelle et en présentiel. Par ailleurs, Milei a évoqué la suppression du caractère obligatoire de l'Éducation à la sexualité intégrale dans les écoles, estimant que cette décision doit revenir aux parents. Selon lui, chaque famille devrait pouvoir décider de l'éducation à la sexualité de ses enfants. La réforme inclut également la possibilité de l'instruction à domicile, permettant aux parents d'éduquer leurs enfants chez eux.

Sa mesure phare enfin, la proposition d'un bon attribué par l'État grâce auquel chaque famille pourrait choisir librement l'école de son choix, ce qui serait censé garantir la « *qualité* ». Il s'agit concrètement d'un financement par l'État de la demande et non de l'offre, instaurant une libre concurrence entre écoles publiques et privées pour attirer le plus grand nombre possible de « *client-es* ».

La transformation du système éducatif argentin en un système de bons s'appuie sur l'argument fallacieux de l'idéologisation supposée des écoles publiques, dans lesquelles les enseignant-es « *endoctrineraient* » les enfants, adolescent-es et étudiant-es avec des idées progressistes, socialistes et communistes.

Frais universitaires

La gratuité des études supérieures serait supprimée pour les étudiant-es étranger-es non résident-es, les universités étant désormais autorisées à facturer des frais d'inscription. Celles et ceux qui célèbrent cette première mesure xénophobe dans le système universitaire ne perçoivent pas qu'elle constitue une avancée progressive vers l'instauration de frais dans l'enseignement supérieur, souhaitée de longue date par les secteurs élitistes du pouvoir qui cherchent à restreindre l'accès aux populations les moins favorisées.

Les écoles, terrain de chasse de la publicité marchande La suppression de l'interdiction de publicité en échange de dons provenant de particuliers ou d'entreprises privées dans les écoles les transforme en des lieux privilégiés pour la promotion de produits et services privés, ciblant un public préalablement sélectionné.

Atteinte au droit de grève et de manifestation

Cette offensive s'accompagne également d'un ensemble de restrictions au droit de manifester pour les travailleurs et travailleuses. Le décret d'urgence (DNU) déclare l'éducation comme un service essentiel, ce qui implique que toute action de grève doit être limitée à 25 % du personnel concerné. Les 75 % restants doivent rester à leur poste. Le droit d'organiser des assemblées sur les lieux de travail, pendant les heures de travail, est également supprimé. ●

La parole à nos camarades de CTERA

(Confédération des travailleurs de l'éducation de la république argentine)



Nous continuerons de lutter pour une éducation qui forme les nouvelles générations à un projet de société respectueuse de la vie de toutes et tous, fondée sur les droits, consciente de la responsabilité environnementale envers les générations présentes et futures, et au service de son émancipation de toute forme d'exploitation et d'oppression.

Les syndicats, les collectifs d'enseignant-es, les centres d'étudiant-es et les coopératives, qui défendent l'éducation publique, ont organisé leur résistance à travers 3 grèves générales, des marches « *multitudinarias* », et nous continuerons à le faire.

Face à cette situation, la CTERA renouvelle sa demande auprès du Congrès national d'adopter une nouvelle Loi de financement de l'éducation,

visant à augmenter le budget éducatif de 6 % à 8 % du PIB. Cette augmentation permettrait d'assurer le fonctionnement de la Paritaire nationale enseignante, la restitution du FONID, des hausses salariales, une infrastructure scolaire adaptée aux besoins du système, des cantines scolaires, la distribution de livres et d'ordinateurs portables, des bourses étudiantes, ainsi que toutes les conditions dignes et indispensables à la réalisation adéquate des processus d'enseignement et d'apprentissage.

Le respect des droits fondamentaux des enseignants (tels que la formation continue, des salaires décents, des écoles sûres, la valorisation de leur travail et le droit de grève) constitue une condition essentielle pour garantir une éducation publique de qualité.



**Re-
tour à
l'ordre
moral**

Pourquoi l'extrême droite déteste l'école publique ?

Trump à la maison blanche, Milei en Argentine, Meloni en Italie, Orban en Hongrie, etc.. Tous ces gouvernements agissent sur l'école dès leur arrivée au pouvoir. L'école s'impose comme l'une des principales obsessions de l'extrême droite mondiale. Leurs projets s'annoncent toujours au nom de la protection des enfants. Protéger les enfants oui, mais à l'école seulement.

En France trois enfants par classe sont victimes d'inceste, 81 % des violences sexuelles sur mineur-es sont commises dans leur famille. On peut penser que les proportions sont semblables ailleurs. Pourtant ces projets d'extrême droite qui concernent les écoles ne cherchent pas à prévenir ces violences, mais des violences induites par une supposée idéologie gauchiste qui pervertirait l'enseignement et les enfants. Cela n'est pas nouveau et a notamment été fait aux Etats-Unis.

Déjà dans les années soixante, lors de la déségrégation des écoles aux États Unis, une bourgeoisie blanche réactionnaire luttait activement contre la mixité raciale dans les écoles, pour éviter l'arrivée des enfants noirs dans les écoles blanches. En Nouvelle Orléans, par exemple, des tests très difficiles ont été imposés aux écolier-es noir-es qui voulaient rejoindre les écoles blanches.

Parallèlement, en réaction aux évolutions amenées par les mouvements féministes des années 60-70, des mouvements anti-gays, anti-féministes se développent menés par des femmes américaines chrétiennes voulant empêcher l'adoption de nouveaux droits. Le néolibéral Reagan des années 80 reprend à son compte cette colère blanche : sous couvert de liberté, il casse les services publics et fait des cadeaux aux plus riches. La défense de l'école privée constitue un moyen de contourner la déségrégation et de continuer à donner un enseignement religieux qui diabolise l'émancipation des femmes et l'homosexualité. Agiter la menace des violences sexuelles sur mineur-es est un moyen non pas de combattre les violences sexuelles sur mineur-es mais d'appuyer un agenda politique qui défend un ordre social hiérarchisé de classe, de race et de genre. Cette stratégie, qui a très bien fonctionné aux États Unis, s'importe en Europe. Commencer par une affirmation consensuelle à laquelle personne ne va s'opposer : vouloir protéger les enfants. Puis mettre en œuvre des politiques réactionnaires

au nom de cette protection : pilonner des livres qui parlent de colonisation et de féminisme, organiser le délabrement des écoles publiques en les réservant aux populations les plus défavorisées, développer l'enseignement privé en les destinant aux élites. En bref, organiser une ségrégation des populations. Il y a un lien direct entre racisme, homophobie, antiféminisme, et destruction des services publics.

Tout cela fait écho à ce qui se passe en France : dégrader l'école publique et l'enseignement supérieur en leur coupant les financements, leur reprocher ensuite de ne pas être assez neutres idéologiquement, pas assez efficaces, pas assez performants, pour finir par appeler à l'ouverture à la concurrence. Le mouvement de l'École libre en 1984 a obtenu le maintien des subventions pour l'école privée. En 2014, les ABCD de l'égalité, projet de lutte contre les inégalités entre les femmes et les hommes à l'école, ont été retirés sous la pression de ses opposants. En novembre 2024, le Syndicat de la famille (ex Manif pour tous), SOS éducation, Parents Vigilants (proche Reconquête) ont réussi à faire reculer une ministre de l'EN qui a retiré un projet qui visait à lutter contre les discriminations et les VSS à l'école, en s'en prenant aux personnes trans.

L'arrivée de l'extrême droite représenterait en France une aggravation de la situation dans nos écoles et nos universités. SUD éducation, syndicat antifasciste, se bat contre l'extrême droite, son idéologie identitaire et nationale, son école de l'exclusion, raciste, validiste, sexiste, LGBTphobe. SUD éducation, attaché au service public d'éducation, défend un enseignement égalitaire, la mise en place de pédagogies émancipatrices, l'application des programmes d'Évars, la lutte contre les VSS et toutes les discriminations.

L'extrême droite est et restera notre ennemie. ●



Cartographie des croisées de l'anti-genre

Les débats autour des programmes d'Éducation à la vie affective, relationnelle et à la sexualité (Évars) ont remis sur le devant de la scène une nébuleuse de mouvements unis dans une même aversion pour les questions de genre. Dix ans après la bataille contre les ABCD de l'égalité et la Manif pour tous, les courants les plus réactionnaires se re-mobilisent pour défendre leur ordre moral et patriarcal.

Les politiques – électoralistes et/ou activistes

La première de ces familles rassemble des organisations qui ont fait le choix de l'action électorale. C'est le cas du RN, qui s'inscrit dans la tradition d'une extrême droite patriarcale et rétrograde. Quant à Éric Zemmour, suite à ses revers électoraux, il a, avec son réseau Parents vigilants, résolument parié sur la question éducative pour survivre médiatiquement et politiquement. Mais, de Bruno Retailleau à Laurent Wauquiez, la droite catholique réactionnaire investit aussi ce combat. Si ces mouvements misent d'abord sur les élections, d'autres se distinguent par leur activisme. La Manif pour tous, rebaptisée Syndicat de la famille, rêve de renouer avec ses succès d'antan. SOS Éducation mène une stratégie de lobbying auprès du grand public et des parlementaires en lançant des campagnes de désinformation sur l'école inspirées des techniques de marketing, sans oublier d'accumuler au passage un gros pactole financier. Groupes identitaires, vieille extrême droite du type Action Française sont aussi aux aguets, autant par conviction que par opportunisme.

Les fous de Dieu

Ennemies historiques de l'école publique, les organisations traditionalistes qui ont connu leur heure de gloire pendant la Manif pour tous, se retrouvent en pointe du combat contre l'Évars, nouvelle manifestation, selon eux et elles, de l'école du diable. Leurs poils se dressent à la seule évocation du mot sexualité. La branche belge de Civitas, organisation aujourd'hui dissoute en France pour antisémitisme, s'est ainsi montrée particulièrement virulente à l'automne 2023, quand des écoles ont été incendiées. Le milliardaire Pierre-Edouard Stérin est aussi venu apporter un soutien financier important à des associations qui pratiquent l'entrisme dans les établissements scolaires. Stérin se distingue aussi par son financement d'écoles privées hors-contrat non-mixtes.

Tous ces « *fous de dieu* » rêvent de voir advenir la dystopie de Margaret Atwood, *La Servante écarlate*, livre par ailleurs dans le collimateur des censeurs et interdit dans les bibliothèques dans la très conservatrice province de l'Alberta au Canada.

Les complotistes

Sortie renforcée par l'épisode du Covid, la sphère complotiste a vite prolongé sa croisade contre les masques et les vaccins par des campagnes toutes aussi délirantes contre l'Évars. De nouveaux collectifs sont ainsi apparus (Mamans Louves, Parents en colère, etc.). Se présentant comme « *apolitiques* », c'est pourtant sur les réseaux et dans les médias de la fachosphère qu'ils et elles s'expriment, en quête de toujours plus de notoriété. Leur modèle reste le mouvement dit de la Journée de retrait, qui, en 2014-2015, à l'initiative de Farida Belghoul, une proche d'Alain Soral, avait appelé au boycott des ABCD de l'égalité, obtenant l'arrêt de cette expérimentation par le gouvernement socialiste d'alors.

Les anti-genre et le lobby transphobe

Derrière un vernis scientifique, une nébuleuse de collectifs (Réseau de professionnels pour la protection de l'enfance et l'adolescence – REPPEA, Juristes pour l'enfance, etc.) ou « *d'observatoires* » (Observatoire de la Petite sirène, notamment) aux prétentions académiques, a jeté son dévolu sur ce qu'ils et elles appellent les « *dérives* » de l'éducation à la sexualité, et en particulier le « *transgenrisme* ». La communauté trans est ainsi devenue leur cible privilégiée. Leur obsession pour l'Évars, vient du fait qu'ils et elles voient derrière cet enseignement la main du lobby LGBTQIA+ et en particulier des mouvements trans – un phénomène de « *contagion sociale* » qui serait « *influencé par le discours de militant-es trans* » assimilé à un « *embrigadement idéologique* ». Pour l'Observatoire de la petite sirène, la transidentité serait une maladie mentale qu'il faudrait guérir. Lors de la mobilisation contre l'Évars en Belgique, des liens ont été mis en lumière entre l'Observatoire de la petite sirène et des groupes ultra-conservateurs comme Civitas. ●

AU NOM DE LEUR ORDRE MORAL
Les politiques
 PATRIARCAUX, ANTI-WOKE, ANTI-ÉGALITAIRES

AU NOM DE « LA » NATURE
Les «anti-genres»
 ACTIVISTES HOMOPHOBES, TRANSPHOBES

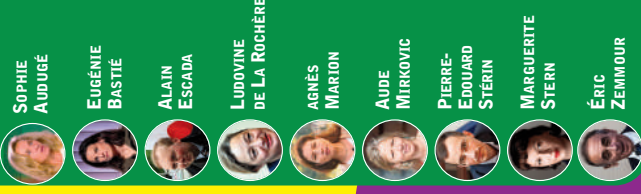


Cartographie du collectif
 Questions de classe(s)
 en ligne dans sa version
 interactive sur le site
questionsdeclasses.org

AU NOM DE LEUR DIEU
Les religieux
 Traditionalistes, Puritain-es, Anti-IVG

evars

PERSONNALITÉS



MÉDIAS



**MAKE
ANTIFASCISM
GREAT**

AGAIN.

éducation
spad
Union
syndicale
Solidaires

L'extrême-droite et son projet raciste à l'assaut de l'école

Le racisme est indissociable du fascisme ; il est au cœur de la vision de la société et du projet de l'extrême-droite. La suprématie blanche est actuellement incarnée par l'extrême droite française qui impose la culture occidentale comme supérieure. Les personnes racisées et étrangères sont une des cibles privilégiées des discours et actes de l'extrême droite dans le prolongement d'une idéologie colonialiste qui considère toute personne non-blanche ou étrangère (tout comme les bi-nationaux et les personnes disposant d'une carte de séjour ou de résidence dès qu'elle enfreint une loi) comme un danger pour le corps national. C'est aussi par ces biais coloniaux qu'elle défend un projet raciste (islamophobe, négrophobe, antisémite et antiziganiste notamment) fondé sur une hiérarchisation des vies.

Le rêve fasciste de régénération de la société et de mise en place d'un projet suprémaciste blanc passe par l'école, le cœur du combat culturel de l'extrême-droite.

Autoritarisme, soumission des enfants, répression des enfants non-blanc-ches, exclusion sociale et ségrégation raciale sont au cœur de leur programme pour l'école. Ce projet passe également par une réécriture coloniale des programmes scolaires construite sur l'héritage colonial d'une domination culturelle de l'occident et sur un prétendu choc des civilisations. Avant même que l'extrême-droite n'arrive au pouvoir, une partie de ses idées se sont déjà bien installées dans les politiques publiques, et défendues notamment par les gouvernements successifs. La laïcité est instrumentalisée pour justifier des dérives racistes, islamophobes et sexistes, en s'en prenant en priorité aux personnes musulmanes ou supposées l'être. Elle stigmatise les personnes non blanc-ches et notamment la jeunesse des quartiers populaires racisés ainsi que les élèves et personnels musulmanes ou supposées l'être en imposant un contrôle permanent de leur corps, une suspicion



permanente et en les présentant comme des ennemies de la République.

Les situations de stigmatisation et de discrimination de ces élèves ne manquent pas : polémique des repas alternatifs des cantines scolaires, interdiction du voile aux mères accompagnatrices de sorties scolaires, non respect des autorisations d'absence pour les fêtes religieuses, contrôle de la longueur des vêtements sur les élèves racisé-es, répression des soutiens à la Palestine sous couvert de laïcité dont les élèves et personnels non-blanc-ches sont les premier-es victimes...

Depuis plusieurs mois, plusieurs élèves et personnels non-blanc-ches ont été la cible de violences verbales et physiques, résultat de la banalisation des idées racistes dans notre société. En septembre, dans un lycée de Guyane, des élèves et des personnels ont été victimes de propos et comportements racistes et coloniaux.

En novembre, des affiches racistes, xénophobes et

menaçantes ont été retrouvées devant une école maternelle de Toulouse. Le même mois, c'est un élève, Thays, qui a témoigné dans les médias du harcèlement raciste (organisé par des enfants d'électeur-rices du RN) et qui l'a obligé à changer d'établissement.

Le racisme, le fascisme et son projet suprémaciste blanc progressent partout. SUD éducation alerte et rappelle que l'école ne peut être le lieu où ces idéologies se diffusent et violentent les personnes non blanc-ches. L'Education nationale doit lutter contre toutes les discriminations, contre la diffusion des idées d'extrême droite, protéger et croire les victimes, et sanctionner les auteurs. Nous devons, nous, faire vivre l'antiracisme sur nos lieux de travail (HMI, mobilisations autour de cette lutte notamment).

Ne laissons aucune place à l'extrême droite sur nos lieux de travail ! ●



Illustration : Kenny Eliason

Contre Bolloré et son monde

Septembre 2023. Une rumeur bruisse dans les syndicats des personnels de l'Éducation : Vincent Bolloré, le tristement célèbre milliardaire d'extrême droite, posséderait jusqu'aux 3/4 des maisons d'édition de manuels scolaires françaises. De là à penser à un projet délibéré de prise de contrôle idéologique, il n'y a évidemment qu'un pas. Vérification faite, la situation est plus complexe. Via Vivendi, qui possède Edf, le numéro 2 de l'édition en France, Bolloré s'apprête à racheter le groupe de son ancien rival, Lagardère, numéro 1 sur le marché. Mais la fusion, qui créerait une situation de quasi monopole, est refusée par la direction de la concurrence de la Commission européenne. Le grand patron fait le choix de céder Edf : il perd ainsi le contrôle de Nathan, Perrin, Bordas et Plon. Alors, plus de peur que de mal ? En réalité, les raisons de s'inquiéter sont nombreuses.

Retour sur la mise en place de l'empire médiatique Bolloré

Depuis 2005, lorsque Bolloré s'empare d'Havas, la plus grande agence publicitaire française, le grand patron a multiplié les acquisitions : chaînes télé dont Canal+, journaux. Avec i-Télé, qu'il rebaptise Cnews, il crée un porte-voix pour les idées d'extrême droite dans le paysage médiatique.

Le milliardaire contrôle ses acquisitions d'une main de fer à travers son lieutenant, Serge Nedjar. Celui-ci multiplie les plans d'austérité et les restructurations brutales. Gare aux employé·es qui ne plieraient pas ! Celles et ceux qui restent doivent marcher au pas et le travail syndical est régulièrement entravé.

Le prétendu « combat civilisationnel »

Désormais à la tête d'un solide empire médiatique, Bolloré peut laisser libre cours à son obsession : la guerre culturelle contre les idéologies de gauche, une véritable « bataille civilisationnelle » pour la défense de l'« occident chrétien ». Ce combat, il le partage avec quelques grandes figures de l'extrême droite. Tout d'abord Patrick Buisson, qui se vantait d'avoir fait gagner la présidentielle à Sarkozy et qui défendait (il est mort en 2023) d'aller mener la bataille sur les thématiques acquises à la gauche pour mieux leur prendre des voix. Mais également avec Jean-Yves Le Gallou, admirateur du théoricien communiste

italien Gramsci et qui considère avec lui que l'hégémonie culturelle est indispensable à la victoire politique. Leur objectif commun : la victoire électorale et culturelle de leur camp. C'est ainsi que le chef d'entreprise utilisera CNews comme rampe de lancement pour Eric Zemmour, dont il a fait son poulain pour l'élection présidentielle de 2022. En 2024, il impose cette fois à ses médias de soutenir massivement le RN et il s'impliquera personnellement dans le ralliement d'Eric Ciotti au parti d'extrême droite.

Alors, Bolloré a-t-il vraiment délaissé le monde des manuels scolaires ?

Loin de là. Il détient toujours aujourd'hui une majorité des maisons d'édition de manuels scolaires via Hachette Éducation, qui publie actuellement des manuels de la maternelle à l'enseignement supérieur et possède également Hatier, Dunod, Foucher, Lelivrescolaire.fr, etc. Il aurait d'ailleurs tort de le faire ! Le marché de l'édition scolaire est un marché stable, lucratif, qui représente près de 300 millions d'euros de chiffre d'affaires par an soit 10 % du marché total de l'édition. Cette manne lui

LES ÉDITIONS SCOLAIRES APPARTENANT À BOLLORÉ À BOYCOTTER

PRINCIPAUX ÉDITEURS DE LIVRES SCOLAIRES ET RESSOURCES PÉDAGOGIQUES EN LIGNE :

- ARMAND COLIN,
- DUNOD,
- EDICEF,
- ÉD. DIDIER,
- FOUCHER,
- HACHETTE,
- GRASSET,
- HATIER,
- ISTRAT,
- DICTIONNAIRES LAROUSSE.

PRINCIPAUX ÉDITEURS DE LITTÉRATURE JEUNESSE :

- CASTELMORE,
- DIDIER JEUNESSE,
- GRASSET JEUNESSE,
- HACHETTE & SES MULTIPLES ÉDITIONS (ENFANTS, JEUNESSE, ADOS...),
- HATIER JEUNESSE,
- LA BIBLIOTHÈQUE VERTÉ,
- LA BIBLIOTHÈQUE NOISE,
- LE LIVRE DE POCHÉ JEUNESSE,
- RAGEOT...

permet de financer ses autres acquisitions, globalement déficitaires.

Faut-il craindre la mise en place de manuels scolaires d'extrême droite ?

Il semble peu probable que les changements soient brutaux car le cahier des charges reste pour l'instant assez clair sur la nécessaire neutralité des programmes. Le risque est plus subtil. Une possible première étape

consisterait à expurger progressivement les manuels des discours jugés trop à gauche, comme le concept de genres en SVT, la critique du colonialisme en Histoire ou les analyses marxistes en SES. Cela au nom d'un nécessaire « *rééquilibrage* » d'un discours considéré comme majoritairement de gauche. Par ailleurs Bolloré, fervent catholique, pourrait être tenté d'augmenter (comme il le fait dans les médias lui appartenant) la place de la religion dans les manuels, au détriment d'une pensée critique et de la laïcité.

Ça peut marcher ?

L'Éducation nationale a longtemps été un bastion largement hermétique aux idées d'extrême droite. Mais cela est malheureusement en train de changer. Si en 2012 seul-es 3 % des enseignant-es votaient FN, en 2024, iels auraient été près de 20 % à donner leur voix au RN ! Dans les couloirs du ministère, les réactionnaires de tout poil sont de plus en plus nombreux. Il y a fort à parier qu'en cas



de victoire électorale la position hégémonique créée par Bolloré lui soit un puissant outil contre notre camp social.

Que faire ?

Il est essentiel de résister contre cette intrusion mortifère dans le champ pédagogique. Il nous faut lutter sur le champ intellectuel contre les contre-vérités assénées à longueur de journée par Bolloré et ses alliés. Nous appelons à désarmer Bolloré. En mai 2025 un appel a été lancé à boycotter les manuels scolaires lui appartenant. Notre fédération s'inscrit pleinement dans cette initiative.

Plus récemment SUD Éducation 93 a lancé une déclinaison de cet appel qui, nous l'espérons, sera repris et relayé par toutes nos structures départementales :

"Le frapper au portefeuille est essentiel, tout comme contre attaquer ses discours de haine partout et systématiquement. Il ne faut cependant pas tomber dans le piège de se focaliser sur lui, de lui donner plus d'importance qu'il n'en a. Si ses idées prospèrent, il n'en est pas le seul artisan. La lutte contre la fascisation de la société doit être bien plus large. Nous ne combattons pas qu'un capitaliste, nous combattons tout un système.

Il nous faut aussi sortir d'une logique uniquement défensive : construire nos propres outils d'apprentissage, remettre la pédagogie critique au cœur de nos pratiques professionnelles, réinventer des maisons d'éditions indépendantes. Combattre le fascisme c'est enfin mettre en avant la vision de l'école que nous voulons, une école désirable, "émancipatrice, ouverte, au fonctionnement horizontal et autogestionnaire." ●



Pierre-Édouard Stérin, « Saint Patron des réacs »

Milliardaire, catholique, « *patriote* » – mais exilé fiscal ! –, Pierre-Edouard Stérin, l'homme des coffrets Smartbox, met sa fortune au service d'une guerre idéologique et culturelle, à travers un plan baptisé Périclès, du nom du stratège grec mais avant tout acronyme de Patriotes, Enracinés, Résistants, Identitaires, Chrétiens, Libéraux, Européens, Souverainistes.

L'objectif à court terme ? Ce sont d'abord les élections municipales 2026, avec l'ambition de faire tomber au moins 300 villes entre les mains de l'extrême droite. À plus long terme ? C'est à l'ensemble de la société qu'il rêve d'imposer ses idées réactionnaires. Ses champs de bataille ? Le « *wokisme* », les « *menaces islamistes* », l'avortement, mais aussi l'immigration (il est adepte de la « *remigration* »). Tous ces thèmes constituent, selon lui, des périls mortels pour une France qu'il a entrepris de « *rechristianiser* ». Alors, fort de son patrimoine financier – et de ses liens étroits avec le RN – Stérin œuvre à « *l'union des droites* » conservatrices et libérales, comptant sur ses soutiens à l'international et sur ses relations avec l'administration Trump.

Son Fonds de dotation du Bien Commun organise, un peu partout en France, des galas de charité afin de financer des associations. Ces soirées ont aussi pour vocation de tisser des réseaux avec la petite et la grande bourgeoisie locales. Bien entendu, les associations retenues s'inscrivent exclusivement dans un « *bien commun* » défini par Stérin autour de

4 axes : souveraineté, solidarité, évangélisation et éducation. Dans les faits, les projets financés sont très homogènes idéologiquement, et ancrés dans des valeurs conservatrices : natalisme, non-mixité, sexualité « *normée* », autorité, patriotisme, ordre et excellence.

Le développement du projet Périclès passe également par le financement de « *Maisons du Bien commun* » et de structures plus directement politiques :

- création d'une école de formation politique, Politicae (à destination des maires et des collaborateurs politiques) ;
- création d'une école de journalisme, l'Institut Libre de Journalisme (ILJ) ;
- soutien à l'Institut Iliade (qui forme de jeunes suprémacistes blancs – des héritiers de Génération identitaire aux intégristes d'Academia Christiana)
- financement de médias, d'événements culturels, etc.

Mais le programme a aussi ses ratés... Grâce à la mobilisation des salarié-es, Stérin a échoué à s'emparer de Marianne et du groupe Bayard. Après la publication de l'enquête de L'Humanité sur le milliardaire, des mécènes ont cessé de soutenir certains projets. En avril 2025, une commission d'enquête parlementaire l'a convoqué pour financement politique indirect. Il a refusé de se présenter et la commission a saisi le parquet.



Les SCAS regroupent aujourd'hui principalement des militant-es à titre individuel de différentes origines militantes, afin de regrouper, d'analyser les informations concernant Stérin & cie, et de coordonner l'ensemble des mobilisations.

Face au risque de renforcement de l'extrême droite, une riposte syndicale d'ampleur est nécessaire. Suite à la campagne menée par SUD Rail en juillet 2024, le Comité des Activités Sociales Interentreprises de Paris Sud-Est a mis fin à son partenariat avec Smartbox et a dénoncé le projet Périclès porté par Stérin.

La bataille syndicale concerne en premier lieu le secteur associatif (refuser la philanthropie individuelle, ne pas participer au système Stérin malgré l'appât du financement), mais aussi l'éducation (Évars, accompagnement à la scolarité, enseignement privé – voir

article sur les écoles hors-contrat de cette brochure), la santé et le social (positionnement pseudo-humanitaire, « (ré)insertion », handicap), la culture et les collectivités territoriales. Localement, la mobilisation contre les Nuits du bien commun passe par des appels à des contre-rassemblements, la dénonciation dans les médias et les réseaux sociaux des Nuits et des associations locales qui y participent ou encore l'organisation d'événements dénonçant le projet de société de Stérin et ses impacts sur les travailleur·euses. ●



Illustration : L'Humanité



contre révo- lution sco- laire

Quand l'extrême droite remet en cause un projet pédagogique à Valenciennes

Les affaires de remise en cause du travail des enseignant-es par des parents affiliés à l'extrême droite se multiplient malheureusement dans notre pays. Les un-es reprochent au collège l'enseignement de l'histoire du fait religieux, notamment de la religion musulmane, d'autres au lycée l'enseignement de la Shoah, et beaucoup s'opposent, surtout dans le primaire, à la mise en place des programmes d'Évars (Éducation à la vie affective, relationnelle et à la sexualité). Examinons en détail une affaire emblématique parmi ces affaires, qui a certes abouti à l'annulation d'une sortie pédagogique, mais aussi à la création d'une coordination antifasciste. En 2022 Séverine Duminy, une professeure de mathématiques dans un lycée de Valenciennes, candidate pour Reconquête aux législatives, dénonce sur ses réseaux sociaux le projet pédagogique interdisciplinaire porté par trois collègues de philosophie, culture antique et théâtre en hypokhâgne dans un autre lycée de la même ville. Le projet pédagogique croisait les trois programmes à partir d'un objet commun, touchant aux questions migratoires. Intitulé « Exil et Frontières », il incluait une initiation aux méthodes de la recherche universitaire, une conférence sur « Ovide le déraciné », un atelier théâtre avec un metteur en scène et une sortie sur un terrain d'étude, à Calais, pour travailler sur la frontière qui passe dans une ville que la migration transforme. Dans ce cadre, il s'agissait de rencontrer aussi les bénévoles de l'Auberge des migrants afin de travailler de manière critique sur la présence citoyenne et humanitaire à la frontière.

Des communiqués de presse de Reconquête et du Rassemblement National ciblent alors l'enseignante de philosophie, l'accusant de vouloir faire de la « *propagande immigrationniste* » et d'endoctriner ses étudiant-es. Sur les réseaux et les sites néofascistes, le nom de l'enseignante de philosophie est lâché, accompagné de sa photographie et de son adresse professionnelle, déclenchant un violent cyberharcèlement, mêlant menaces de viol et de mort envers celle qui est accusée d'emmener des élèves dans un camp de migrant-es.

"Par sécurité", le rectorat de Lille fait annuler la sortie de Calais et effectue un signalement au Procureur de la République, tout en accordant la protection fonctionnelle

prévue en pareil cas à l'enseignante de philosophie. Un fort soutien syndical s'organise localement, ainsi que celui d'environ un millier de professeur-es et de chercheur-euses dans une tribune publiée dans le journal Le Monde du 6 décembre 2022.

« Nous découvrons qu'à Valenciennes, un professeur de philosophie décide d'enrôler ses élèves dans des activités pro-migrants à Calais. Le grand endoctrinement au service du grand remplacement. Est-ce l'école que nous voulons ? »

**Eric Zemmour sur X
(anciennement Twitter)**

L'enseignante, placée sous protection policière, épuisée par le nombre et la violence des attaques, doit stopper son travail. Elle porte plainte pour cyberharcèlement, menaces de mort, injures sexistes et racistes. A ce jour, sept personnes ont été interpellées et seront jugées en janvier 2026. L'enseignante dépose également une plainte en diffamation à l'égard des responsables politiques et des directeurs de publication des sites néofascistes qui l'accusent de propagande et d'endoctrinement, des allégations qui portent atteinte à la probité de tout-e enseignant-e et tendent à disqualifier son travail académique sur les questions migratoires. Neuf personnes ont été mises en examen dans le cadre de cette plainte, qui passeront en jugement en mars 2026.

Tandis que Séverine Duminy, toujours à son poste, désormais porte-parole des Parents Vigilants, continue à brandir l'annulation de cette sortie pédagogique comme un trophée, évoquée par exemple lors d'un « *colloque* » animé par Reconquête au Sénat, l'enseignante de philosophie, elle, ne travaille plus à Valenciennes. Elle poursuit néanmoins son travail d'enseignante et de chercheuse, et milite au sein du collectif CAALAP (voir notre encadré). ●

Défendre la pensée critique et l'exigence de rigueur scientifique : La CAALAP, une initiative issue de notre camp

La CAALAP (Coordination Antifasciste pour l’Affirmation des Libertés Académiques et Pédagogiques) s’est créée à la fin de l’année 2023, pour s’opposer vigoureusement à une ligne de pensée violemment réactionnaire, et notamment pour réagir à une attaque de Parents Vigilants dans le Nord contre le projet d’un atelier d’ethnologie pour des étudiant-es de classe préparatoire auprès d’une association d’aide aux migrant-es. L’enseignante de philosophie à l’origine du projet s’était trouvée alors sous le feu d’un violent cyberharcèlement.

La CAALAP rassemble aussi bien des universitaires que des enseignant-es des établissements primaires ou secondaires, et des personnels éducatifs de toute la France que cet objectif antifasciste mobilise. Le nombre de ses membres ne cesse de progresser, au lendemain de son premier congrès qui s’est tenu en septembre 2025 à Roubaix.

L’objectif est de résister à la volonté de l’extrême droite de museler toute pensée critique et toute exigence de rigueur scientifique. Pour cela, la coordination débusque les offensives au sein des établissements d’éducation et de recherche. Elle affirme la légitimité scientifique de la pensée critique, donne sur son site des outils théoriques et pratiques pour la mettre en œuvre. Elle défend les chercheur-es, enseignant-es, élèves et étudiant-es victimes de persécutions et menaces issues de mouvements racistes ou fascistes.

On peut s’inscrire sur le site pour recevoir une newsletter bi-mensuelle, qui reprend l’actualité et annonce les différents séminaires que l’on peut suivre en visio, en présentiel, ou en différé.

La fédération SUD éducation soutient la CAALAP depuis juin 2025.

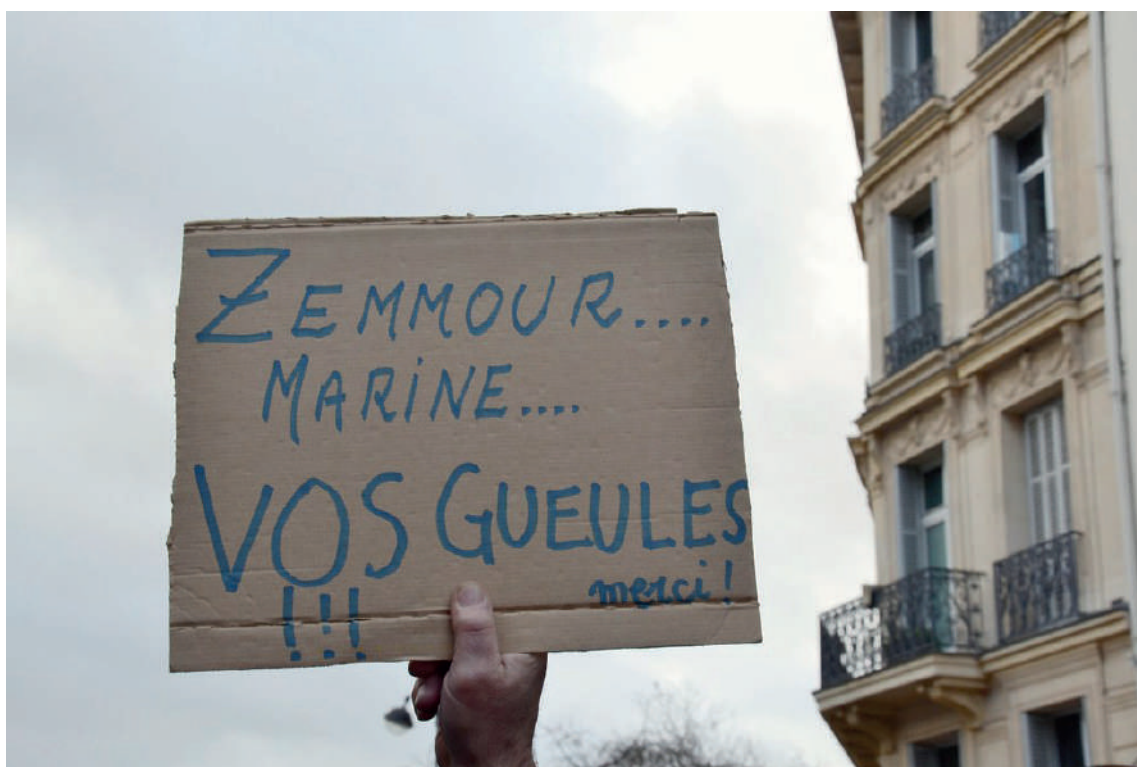


Illustration : Jeanne Menjoulet (Flickr)

Idéologie et pratiques de l'extrême droite dans les facs

Depuis quelques années, l'extrême droite gangrène les universités, qui lui étaient traditionnellement hostiles et son idéologie s'y répand comme dans toute la société. Elle s'appuie surtout sur une vision élitiste de l'université publique. Elle soutient le tri social par l'argent couplé à des discours racistes et xénophobes. La politique macroniste appuie de plus en plus les idées réactionnaires de l'extrême droite, le plan "Bienvenue en France" qui impose des frais de scolarité différents aux étudiant-es extra-européen-nés en est un exemple notable. Dans les conseils centraux des facs, l'extrême droite pousse ainsi pour l'application ou le renforcement de ces plans.

C'est aussi une offensive de l'enseignement privé, de plus en plus radical et utilisé comme foyer de formation idéologique des cadres d'extrême droite. Qu'ils soient soutenus par des milliardaires comme Pierre-Édouard Stérin, ou directement contrôlés par des fascistes comme la désastreuse ISSEP de Marion Maréchal, ces établissements disposent de nombreux moyens pour attirer de plus en plus d'étudiant-es.

Dans la pratique, cette présence passe d'abord par le renforcement des organisations étudiantes, principalement la Cocarde et l'UNI. Les deux "*syndicats*" se rejoignent sur un soutien au projet "*d'union des droites*" d'Éric Zemmour, dont ils ont assuré la sécurité pendant des meetings, y compris celui de Villepinte en 2021. Leurs élu-es défendent dans les conseils les politiques les plus austéritaires et sélectives des présidences, tout en menant des campagnes contre le "*wokisme*", c'est-à-dire contre l'égalité et la justice sociale à l'université. De nombreuses affaires de propos ou actions racistes mettant en cause certains de leurs membres ont été publiées (Strasbourg en 2025).

Il faut y ajouter des collectifs plus violents, comme le GUD, nationaliste, ou l'Action Française, royaliste, ainsi que leurs déclinaisons locales (Oriflamme à Rennes par exemple). Ces groupes n'hésitent pas à utiliser la menace contre les mouvements progressistes, par des tags, des campagnes de harcèlement en ligne ou des tentatives d'annulation d'événements. On peut ainsi penser à l'escalier aux couleurs du drapeau de Rennes II repeint en 2025 en bleu-blanc-rouge. Ils vont aussi jusqu'à la

violence physique contre la gauche : "*commando*" ayant attaqué la fac de Montpellier occupée en 2018, blocage de la fac de Poitiers par l'Action Française ou attaque d'un cortège étudiant par les "*Waffen Assas*" à Paris en 2023.

Du côté des agent-es, les initiatives type "*Observatoire du décolonialisme*" visent plutôt à mettre la pression sur les enseignements et à instaurer un climat de censure sur certains champs de recherche, comme les études de genre, l'histoire mondiale ou les travaux sur le monde musulman. Plus récemment, les nombreuses tentatives d'interdiction de colloques ou conférences sur la Palestine participent de ce raidissement autoritaire, où des paniques morales créées par l'extrême droite et diffusées par ses médias sont reprises par le pouvoir politique et administratif.

De plus en plus d'entreprises d'extrême droite tentent également de s'implanter dans le financement des sciences expérimentales. C'est notamment le cas de la galaxie Bolloré, via ses entreprises de sécurité et notamment Blue Systems, à la pointe des technologies de surveillance et de contrôle boostées au lithium, qui a passé des partenariats avec des laboratoires publics à l'UGA (Grenoble) et Nantes Université. La baisse des financements publics nourrit ici les appétits privés. ●

Illustration ci-contre : Jeanne Menjoulet (Flickr)



Campus wars : l'alt-right états-unienne passe à l'offensive

Aux États-Unis, les universités sont sous le feu d'une contre-révolution idéologique. Sous prétexte de « *sauver la liberté d'expression* », l'extrême droite et les républicains mènent une véritable chasse aux sorcières contre tout ce qui s'oppose à leur vision réactionnaire. Les programmes sur les études décoloniales, le racisme systémique ou les droits LGBTQIA+ sont censurés, les enseignant-es progressistes harcelé-es et pris-es pour cible. Des lois scélérates, comme celles interdisant la critical race theory ou criminalisant les soins de genre (gender-affirming care), se multiplient, tandis que des fondations privées réactionnaires financent de nombreuses chaires, transformant les campus en laboratoires d'un autoritarisme décomplexé.

Derrière ces attaques se déploie une stratégie claire théorisée sous le nom de « *Campus wars* », avatar universitaire de la guerre culturelle que

mène la droite réactionnaire. Dans les faits il s'agit d'étouffer la pensée critique, de diaboliser les luttes pour l'égalité et de faire des universités des zones de non-droit pour les idées progressistes. Pendant ce temps, des tribunes sont offertes à des idéologues d'extrême droite, sous couvert de « *débat* » et de pluralisme, tandis que les voix antiracistes ou féministes sont, elles, réduites au silence. Bien évidemment ce mouvement s'accélère depuis l'élection de D. Trump en novembre 2023.

Mais la résistance s'organise : étudiant-es, enseignant-es et syndicats se mobilisent pour défendre une éducation émancipatrice, refusant de laisser les réactionnaires imposer leur ordre moral car un campus sans débat, sans diversité, sans contestation, ce n'est plus une université, c'est une caserne.

Des pratiques éducatives pour lutter contre l'extrême droite à l'école

Dans le contexte d'une montée de l'extrême droite à travers le monde, l'école est au cœur de la guerre culturelle : l'école d'aujourd'hui, c'est aussi la société de demain... Or, permettre que les idées d'extrême droite s'invitent dans les parcours scolaires, c'est risquer une fascisation progressive de la jeunesse. Les attaques sont légion : roman national, tentatives de militarisation de la jeunesse, officines réactionnaires (des Parents Vigilants de Reconquête au Réseau des parents, financé par Pierre-Édouard Stérin), etc.

Il nous faut livrer le combat sur tous les terrains, dont celui de l'école. À ce titre, des essais tels que *La bataille culturelle* de Blanche Sabbah nous paraissent intéressants à mobiliser de façon à adapter notre discours antifasciste pour qu'il soit compris de nos élèves et de la société dans son ensemble. Car l'antifascisme et le refus des discriminations ne sont pas des opinions comme les autres, c'est bien le socle d'une société égalitaire et démocratique. Pour agir concrètement, Blanche Sabbah met en avant plusieurs pistes :

- convoquer le sensible : pour que les individus se reconnaissent et se retrouvent dans les luttes pour la liberté et l'égalité, il ne faut pas hésiter à avoir recours à des histoires personnelles.
- rendre nos argumentaires accessibles et compris par le plus grand nombre, en privilégiant certains formats attractifs : bande dessinée, vidéos courtes, etc.
- gommer les frontières entre l'art et la politique, en proposant des contenus transversaux.

Voici donc deux activités – à faire en classe ou ailleurs – qui ont été éprouvées auprès d'un public de Terminale en banlieue parisienne (mixte socialement : 60 % d'élèves défavorisé-es, 40 % d'élèves plutôt favorisé-es).

L'arpentage

L'arpentage est un outil d'éducation populaire de lecture collective. Inspiré de pratiques des cercles ouvriers syndicalistes de la fin du XIX^e siècle, il a également

été pratiqué dans les maquis des résistant-es contre le nazisme. Il permet, en deux petites heures, de lire tout un livre. Chacun-e se voit attribuer une partie et doit ensuite mettre en commun ce qu'il a compris de son extrait afin de reconstituer, petit à petit, l'histoire dans son entièreté.

L'arpentage permet de donner une dimension sensible aux crimes perpétrés par le nazisme, en suivant l'histoire d'un individu, en l'occurrence Primo Lévi dans *Si c'est un homme*. L'identification avec le personnage principal, permet de se projeter plus facilement et crée de l'empathie envers le narrateur. Les élèves, en îlot de quatre, lisent un extrait d'une soixantaine de pages puis remplissent un tableau à quatre colonnes, une pour chaque élève. Pendant qu'un-e élève dit ce qu'il a compris de son passage, un-e autre prend des notes dans la colonne correspondante. Puis, iels doivent répondre à quelques questions transversales, par exemple : montrer que les camps créent de la déshumanisation. Cela permet donc de faire lire un ouvrage qui n'aurait peut-être pas été lu sinon, surtout au vu de la réticence de certain-es élèves envers la lecture. Certain-es ont d'ailleurs confié que jusqu'à présent iels n'avaient presque rien lu, hormis les lectures obligatoires en français. L'arpentage est une activité que l'on peut proposer en français, histoire, philosophie, sciences économiques et sociales, mais aussi dans des ateliers tels que les clubs égalité, clubs éco-délégué-es...

Créer sa théorie du complot

Le complotisme ou conspirationnisme laisse penser qu'il existerait des complots orchestrés par des organisations secrètes ayant pour finalité de déstabiliser la société. Très souvent, les soi-disant responsables de ces complots sont des personnes racisées (juif-ves, arabes, musulman-es) ou des personnes vues comme des ennemi-es politiques (communistes, anarchistes), quand ce n'est pas les deux à la fois (judéo-bolchévisme, islamo-gauchisme). La rhétorique du complot sert donc à stigmatiser

socialement et renforcer la haine, des buts propres à l'extrême droite.

À notre époque, l'extrême droite construit sa rhétorique politique sur une vérité alternative. Peu importe qu'un fait soit vrai ou faux tant que cela sert son dessein idéologique. La conseillère de Donald Trump, Kellyanne Conway, avait ainsi répondu à un journaliste qui l'avait déstabilisée face à ses mensonges éhontés : « *vous avez vos faits, nous avons les nôtres* ». La stratégie de l'extrême droite américaine consiste aussi à bombarder les espaces médiatiques de fausses informations, car il est plus facile d'en créer que de prouver qu'elles sont fausses. Nous devons donc armer nos élèves pour qu'ils aient un recul critique sur ces pratiques. À ce titre, l'activité « Créer une théorie du complot » vise à faire comprendre avec quelle facilité il est possible de façonner de fausses informations tout en leur donnant un air vraisemblable. Afin d'éviter de reproduire des théories discriminatoires, je leur donne comme cadre de ne pas viser une communauté en particulier. Cet avertissement est important si l'on ne veut pas rejouer le scénario du livre La Vague de Todd Strasser... Il s'agit ici de faire quelque chose de totalement original. Pour cela, je les invite à mélanger plusieurs idées qu'ils ont eues au sein du groupe. Ainsi, s'il existe des théories du complot sur Donald Trump et sur les aliens, il en existe déjà moins sur le fait que Donald Trump soit un alien...

Mise en place de l'activité

Avant de commencer, les élèves sont amenés à définir le complotisme en distribuant une carte mentale incomplète présentant ce qu'est une théorie du complot. Puis en visionnant ensuite la théorie du complot de camarades de l'année précédente en précisant pourquoi cela en est une.

Réalisation

À partir de cette carte mentale, les élèves doivent réaliser une théorie du complot qui répond aux différents critères que nous avons repérés. Suivant le résultat escompté, on peut laisser plus ou moins de temps. Il peut être intéressant ici de jouer sur la forme que doit prendre la théorie du complot : on peut faire une vidéo ou réaliser un article qui répond aux codes typographiques de la presse.

Débunkage

Enfin, dans une dernière étape, les élèves échangent leurs théories du complot et doivent prouver qu'elles sont fausses. Pour cela ils ont plusieurs outils à leur disposition :

- utiliser des sites de débunkage de fake news : comme hoaxbuster, Debunkers de hoax, ou le site de débunkage de Libération ou du Monde ;
- vérifier que les informations présentes dans l'article sont exactes, en les recoupant avec d'autres sites d'information ;
- faire des recherches sur les médias : qui les possède ? (on pourra s'appuyer sur la carte d'Acrimed, qui indique les propriétaires des grands médias français).

Biblio (avec les élèves)

PAVLOFF Franck, Matin brun, Cheyne, 2002
LONDON Ernest, C'est juste, cahier d'activités critiques, Libertalia, 2023 ●



Des outils, des lec- tures

**Tout le matériel fédéral
traitant particulièrement de
l'antifascisme se trouve ici :**

sudeducation.org/ressources-antifascistes

Petit dico des termes de l'extrême droite

Partie I – Les mots de l'extrême droite

« Les luttes politiques sont des luttes sémantiques. Celui qui impose à l'autre son vocabulaire lui impose ses valeurs, sa dialectique et l'amène, sur son terrain, à livrer un combat inégal. » Bruno Gollnisch, ancien Secrétaire général du Front National

Antifascisme

Ce qui caractérise aujourd'hui les régimes autoritaires et leurs partisan-es, c'est avant tout un anti-antifascisme qui consiste à renvoyer dos à dos les « extrêmes » et/ou à criminaliser les opposant-es aux idées réactionnaires. Alors que le consensus antifasciste a constitué, après la Seconde Guerre mondiale, le socle des démocraties, il est assimilé aujourd'hui, comme aux États-Unis, à une forme de terrorisme... (cf. Confusionnisme).

Cancel culture ou « culture de l'annulation »

Ce terme renvoie directement au wokisme et à la conscientisation du caractère sexiste, raciste, oppressif de nombre d'œuvres d'art, de célébrations... Pour l'extrême droite, il s'agirait d'un outil de répression idéologique menaçant la liberté d'expression et la culture traditionnelle au nom d'une « dictature des minorités ».

École « libre »

Opposant les écoles publiques, soi-disant « *décadentes* », « *déficientes* » et outrageusement « *politisées* », aux établissements privés, sous ou hors-contrat avec l'État, la notion d'école « libre » construit un narratif néolibéral et ultraconservateur porté par quelques officines (Fondation pour l'école, Créer son école, etc.) rêvant de déréguler le service public d'éducation en mettant en place un marché scolaire ségrégatif du chacun pour soi.

Grand endoctrinement

Corollaire du « *Grand remplacement* », il s'agirait d'une entreprise d'embrigadement des élèves imposant le diktat d'idéologies aussi mortifères que l'égalité (renommé

« *égalitarisme* »), l'entraide, l'inclusion, la connaissance et le respect de l'autre. L'« *idéologie woke* », l'antiracisme, le féminisme, l'intersectionnalité, l'écologie radicale seraient imposés à l'école aux élèves pour détruire les identités nationales et la culture traditionnelle occidentale.

Grand remplacement

Théorie raciste et conspirationniste selon laquelle une élite mondialiste organiserait le remplacement des populations européennes par des migrant-es extra-européen-nés de religion musulmane. Ce complot aurait pour but de détruire la culture et l'identité blanches et chrétiennes de l'Europe, en favorisant l'immigration massive et le métissage des « *Français-es de souche* ». Cette « *théorie* » a été à l'origine de tueries de masse, notamment aux États-Unis ou en Nouvelle-Zélande.

Islamogauchiste

Néologisme pour fantasmer la proximité supposée de la gauche envers les milieux musulmans, voire islamistes. La pertinence du terme est contestée notamment par son instrumentalisation et son aspect stigmatisant qui rappelle le terme « *judéo-bolchevisme* ».

Laïcité

Héritière des mouvements anti-Lumières et contre-révolutionnaires, de tous les combats réactionnaires et obscurantistes, l'extrême droite s'est découvert sur le (très) tard une passion pour la laïcité... ou plus exactement pour son dévoiement. Laïciste, quand cela sert son islamophobie, elle n'a de cesse de rappeler, à l'instar de Marine Le Pen que « *Pour comprendre la nation française, la République française, il faut connaître et admettre ses fondements chrétiens* ».

Neutralité

Les incessants rappels à l'ordre sur la nécessaire neutralité des services publics, et de l'école en particulier, attestent d'une volonté de neutraliser tout discours

critique. Derrière ces incantations, se cache en réalité la volonté de mettre au pas les personnels, de considérer que l'antiracisme, l'antisexisme, l'antifascisme et, plus généralement, la lutte contre toutes les discriminations et inégalités, sont des opinions partisans qu'il faudrait bâillonner.

Pédagogisme

Idéologie qui serait imposée par une élite progressiste pour saper l'autorité, la culture française et l'excellence scolaire. Souvent qualifié de marxisant, désigne le remplacement des méthodes dites traditionnelles (discipline, mémorisation, etc.) et le goût de l'effort par des approches laxistes (bienveillance, co-apprentissage, « *éducation ludique* »), accusées de produire des élèves « *crétins* » (Brighelli) éduqué-es par des enseignant-es *gauchistes* nourrissant une « *détestation de la France* » et conduisant à la décadence.

Politiquement correct

Les féministes seraient allées trop loin, et seraient devenues les oppresseuses des hommes, les antiracistes seraient devenus à ce point tyranniques qu'ils brimeraient toute contestation critique. Résultat : « *On ne peut plus rien dire !* ». Mais se réclamer du « *politiquement incorrect* » permet de justifier le maintien de la pensée dominante, du racisme et du patriarcat.

Racisme anti-blanc

La référence à un racisme anti-blanc ou à un racisme inversé participe d'une dénonciation de ce qui est qualifié par certain-es de « *catéchisme antiraciste* »... À travers une approche biaisée et individualisante, le terme entend disqualifier la réalité d'un véritable racisme systémique et les dominations qui le caractérisent forgées par des siècles d'oppression, d'esclavage, de colonisation, de théories raciales qui ont placé les personnes blanches au sommet de l'échelle humaine justifiant des discriminations systémiques dans la société (accès au logement, à l'emploi, etc.). Le racisme anti-blanc n'existe donc pas.

Réinformation / Dissidence

La réinformation se veut « *canal d'information dissident* » dont l'objectif est de contrer la désinformation des médias mainstream. Sous le sceau de la « *réinformation* » on trouve un magma de sites complotistes, confusionnistes et d'extrême droite. La dissidence désignerait la résistance active contre une « *dictature* » idéologique, médiatique ou culturelle mondialiste, et le rejet des « *élites* », des « *institutions* » et des valeurs progressistes (féminisme, antiracisme, multiculturalisme).

Théorie du genre

Panique morale (renforcée par la transphobie ambiante) selon laquelle une « *théorie* » serait enseignée à l'école pour nier les différences biologiques entre filles et garçons et détruire le modèle traditionnel de la famille. En réalité, le genre n'est pas une théorie mais un sujet d'étude issu des sciences humaines et sociales pour affirmer l'importance de l'environnement social et culturel dans la construction de l'identité de chacun-e. Cet enseignement est préconisé dans les programmes d'Évars dans le cadre de la lutte contre les inégalités filles-garçons.

Wokisme

Mot inventé en France à partir de la dénonciation des réacs états-unien-nes des mouvements d'émancipation des minorités, regroupés sous le terme « *woke* ». L'expression est utilisée comme repoussoir pour discréditer toute revendication progressiste et occulter la réalité des discriminations. Crier au « *wokisme* » permet de détourner l'attention des véritables enjeux de justice sociale. En France, ce terme a notamment été banalisé par Jean Michel Blanquer.

Partie II – L'extrême droite, mieux la connaître pour mieux la combattre

Catholiques intégristes

C'est en première page du journal monarchiste et antisémite L'Action française que ressurgit, en janvier 1944, le vocable « *intégrisme* », mot alors tombé « *en désuétude* », comme le précise le quotidien. L'intégrisme catholique, explique alors L'Action française, sera sous peu le remède à tous les maux : le libéralisme religieux, le modernisme, l'américanisme, le démocratism, le communisme, etc.

Complotisme

Le complotisme est parfois utilisé comme un élément de discours, stigmatisant une partie de la population, ou cherchant à inventer un ennemi (la « *cinquième colonne* », l'« *ennemi de l'intérieur* », etc.). Il s'agit également d'un outil de mobilisation que des militants extrémistes de droite cherchent à dresser en permanence contre un adversaire tapi et agissant dans l'ombre : le « *franc-maçon* », le « *juif* », le « *bolchevique* » et aujourd'hui le « *musulman* » défendant l'idée de l'existence d'un « *métacomplot* ». Voir Complotisme et Réinformation/dissidence

Confusionnisme

Le confusionnisme qualifie une désagrégation relative des repères politiques antérieurement stabilisés autour du clivage gauche/droite et du développement de passerelles discursives entre extrême droite, droite, gauche modéré et gauche radicale. Cette stratégie participe également à une quête de respectabilité et de dédramatisation des idées d'extrême droite.

Écofascisme

L'écofascisme considère que la défense de l'identité d'une communauté politique passe par la préservation écologique de son territoire, par l'allocation préférentielle des ressources qui en sont issues à sa population

autochtone et par la stigmatisation socio-écologique des groupes « *allochtones* » perçus comme une menace et un « *péril sans précédent* » non seulement pour l'identité du groupe d'accueil mais aussi pour sa survie physique.

Extrême droite institutionnelle et extrême droite extraparlamentaire/ de rue

Ces deux catégories permettent de distinguer les partis institutionnels, qui visent à conquérir le pouvoir par des voies légales, et les groupuscules violents et/ou agissant dans la rue. Mais cette distinction, si elle est utile, ne doit pas cacher la porosité entre ces groupes (de nombreux cadres du RN se sont formés dans les groupuscules et partagent une même vision du monde).

Fascisme/néofascisme

Le néofascisme est dans certains pays un vestige, un phénomène résiduel, dans d'autres une tentative de prolonger et régénérer le vieux fascisme. C'est le cas notamment de nombreux partis et mouvements apparus en Europe centrale au cours des vingt dernières années qui revendiquent ouvertement une continuité idéologique par rapport au fascisme historique.

Fémonationalisme/homonationalisme

Le fémonationalisme (raccourci pour « *nationalisme féministe et fémocratique* ») et l'homonationalisme sont des instrumentalisation des thèmes féministes et des revendications LGBTQIA+ par les nationalistes et les néolibéraux) à des fins racistes et xénophobes. Ces termes stigmatisent les hommes racisés et étrangers en les présentant comme les principaux auteurs de violences sexistes et sexuelles. Ce qui est factuellement faux.

Identitaires

Selon eux et elles, l'immigration est une colonisation qui menace l'identité européenne (ou plus largement « *blanche* ») et la guerre civile a déjà commencé. Au nom d'une conception ethnique et essentialisée des identités

et d'un choc des civilisations, les identitaires défendent l'idée d'une « *remigration* » des personnes issues de l'immigration post-coloniale vivant en Europe vers leurs supposées aires civilisationnelles / pays d'origine (y compris pour leurs descendant-es).

Nationalisme révolutionnaire (NR)

Le terme de nationalisme révolutionnaire désigne globalement une forme de nationalisme radical et populiste violent s'opposant à la mondialisation au nom de la défense des traditions et coutumes. Il considère le libéralisme, le matérialisme, la société de consommation, l'immigration et la mondialisation comme les causes principales du déclin social de la nation et de l'identité culturelle.

Nazisme/néonazisme

Le néonazisme c'est la promotion de la « *race blanche* » (le « *nazisme mondialisé* »), de l'antisémitisme et de l'anticommunisme. La « *race blanche* » subirait aujourd'hui un génocide du fait de l'homosexualité, du métissage, du « *grand remplacement* » et de l'« *immigration-colonisation* », organisée par les Juifs. Ce néonazisme entend créer des zones de peuplement « *blanches* ».

Nouvelle droite / Grece

Le Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (Grece) aussi appelé Nouvelle droite, a été fondé en 1968. Alors que l'extrême droite est au creux de la vague, une poignée d'universitaires détourne les idées du théoricien marxiste et antifasciste Antonio Gramsci pour mener une bataille idéologique visant l'hégémonie culturelle de la rhétorique et des concepts de l'extrême droite. On retrouve aujourd'hui ces théories comme l'ethnodifférentialisme, expression d'un néoracisme dans les discours des mouvements dit « *identitaires* ».

Suprématie blanche

La suprématie blanche est un système qui traverse toute la société. Elle est au cœur de l'idéologie raciste de l'extrême droite qui l'incarne et l'assume plus ouvertement. Elle se fonde sur une théorie supposée de la supériorité des sociétés occidentales sur les autres. Elle distribue de la valeur aux personnes en fonction de leur appartenance ou non à la blanchité et hiérarchise et les personnes non-blanches en raison de critères d'assignation raciales. Le discours, autrefois basé sur le racisme biologique, s'est progressivement dissimulé derrière un racisme culturel.

Transphobes

La transphobie est un système qui traverse toute la société. L'extrême droite l'assume plus ouvertement et mène des offensives transphobes régulières. Dénonçant un « *transgenrisme* » et une « *épidémie idéologique* », des secteurs réactionnaires de la psychiatrie et la psychanalyse, mais aussi du monde universitaire (Observatoire de la petite sirène, association Ypomoni, etc.) cherchent à faire interdire les transitions pour les mineur-es et à re-pathologiser la transidentité. Quant aux héritier-es de la Manif pour tous, iels se sont saisi de cette opportunité pour de nouvelles démonstrations réactionnaires et haineuses.

Les TERF, acronyme signifiant Trans-Exclusionary Radical Feminist (féministe radicale excluant les personnes trans) s'engagent depuis plusieurs années dans un militantisme violemment antitrans. ●

Bibliographie

BANTIGNY Ludivine et PALHETA Ugo, Face à la menace fasciste – Sortir de l'autoritarisme, Textuel, 2021

BRAY Marc, L'antifascisme, son passé, son présent et son avenir, Editions Lux, 2024

BESSON Florian, DUCRET Pauline, LANCEREAU Guillaume, LARRÈRE Mathilde,

Le Puy du Faux - Enquête sur un parc qui déforme l'histoire, Les Arènes, 2022

BUTLER Judith, Qui a peur du genre ?, Flammarion, 2024

CHAMBAT Grégory, Quand l'extrême droite rêve de faire école. Une bataille culturelle et sociale. Editions du Croquant, 2023

CHAMBAT Grégory, L'école des réacs-publicains. La pédagogie noire du FN et des néoconservateurs. N'autre école, Libertalia, 2016

CHEVARIN Alain, Avant les Fake News. L'emprise des extrêmes droites sur le net, L'Harmattan, 2024

COQUART Benoît, Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin, La découverte, 2019

DAHANI Safia, DELAINE Estelle, FAURY Félicien, LETOURNEUR Guillaume, Sociologie politique du Rassemblement National. Enquêtes de terrain, Presses Universitaires du Septentrion, 2023

DELLA SUDDA Magali, Les nouvelles femmes de droite, Hors d'atteinte, 2022

DUBIAU Antoine, Écofascisme, Grevis, 2022

ECO Umberto, Reconnaître le fascisme, Grasset, 1997

EDIN Vincent, En finir avec les idées fausses propagées par l'extrême droite, Les éditions de l'Atelier, 2023

FARRIS Sara R., « Fémonationalisme », les instrumentalisations racistes du féminisme, Syllepses, 2021

FAURY Félicien, Des électeurs ordinaires. Enquête sur la normalisation de l'extrême droite, Le Seuil, 2024

FRANÇOIS Stéphane, Géopolitique des extrêmes droites. Logiques identitaires et monde multipolaire, Le Cavalier bleu, 2025

FERRARI Pauline, Formés à la haine des femmes. Comment les masculinistes infiltrent les réseaux sociaux, JC Lattès, 2023

FONTENELLE Sébastien, Macron et l'extrême droite, du rempart au boulevard, éditions Florent Massot, 2023

IGOUNET Valérie, Les Français d'abord, Slogans et viralité du discours Front National (1972-2017), Inculte, 2017

JOLY Laurent, La falsification de l'histoire – Eric Zemmour, l'extrême droite, Vichy et les Juifs, Grasset, 2022

LA HORDE, 10 questions sur l'antifascisme, Libertalia, 2023

LAMY Stéphanie, La terreur masculiniste, éditions du détour, 2024

LEBOURG Nicolas Les nazis ont-ils survécu ? : enquête sur les internationales fascistes et les croisés de la race blanche, Paris, éditions du Seuil, 2019

LEBOURG Nicolas et Sommier Isabelle, La Violence des marges politiques des années 1980 à nos jours, Paris, Reveneuve, 2018

MAHOUDEAU Alex, La panique woke. Anatomie d'une offensive réactionnaire, Textuel 2022

MARSAY Julien, Queers, riposter à l'injure, Payot, 2025

MELIN-SOUCRAMANIEN Ferdinand et POTIER Frédéric, Contre le racisme et l'antisémitisme, Dalloz, 2018

PAXTON Robert, Le fascisme en action, Points Seuil, 2007

PAXTON ROBERT O., La France de Vichy, 1940-1944, Seuil, 1973

PLOTTU Pierre et MACÉ Maxime, Pop fascisme. Comment l'extrême droite a gagné la bataille culturelle sur Internet, Divergences, 2024

RICHARD Gabrielle, Hétéro, l'école ? Plaidoyer pour une éducation antioppressive à la sexualité, éditions du remue-ménage, 2019

ROGER-LACAN Baptiste, Nouvelle histoire de l'extrême droite, France 1780-2025, 2025

ROYER Maud, Le lobby transphobe, éditions textuel, 2024

VISA, Nouveaux fascismes, ripostes syndicales, Syllepse, 2025

Collectif, coordonné par Ugo PALHETA, Extrême droite, la résistible ascension, Institut La Boétie, 2024

Collectif - « Zemmour contre l'histoire », tracts Gallimard n°34, 2022

COLLECTIF, Clément Méric. Une vie, des luttes, Libertalia, 2023

Sites

Visa (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes) : visa-isa.org/

La Horde : lahorde.samizdat.net

Indextreme : indextreme.fr

Site féministe de lutte et d'arguments contre l'extrême droite : droitsfemmescontreextremesdroites.org

Debunkers (démolisseurs des rumeurs, des hoax

d'extrême droite sur Internet) : debunkersdehoax.org

Questions de classe(s) : questionsdeclasses.org

Les Utopiques : lesutopiques.org/eclairer-politique-antisociale-fn-mieux-combattre-lextremedroite

Lettres d'info

- Faf, la newsletter de Street Press : streetpress.com

- In extremis, newsletter de Médiapart

- Frontal, newsletter de Libération

- Portails d'informations Rezo.net et Bastamag !

Podcasts

- sur la plateforme Spectre Media, l'émission d'Ugo Palheta « Minuit dans le siècle » : spectremedia.org/minuit-dans-le-siecle

- l'émission « Médias et antifascisme » sur radio-libertaire.org (8 novembre 2024, émission sur l'extrême droite et l'école).

Guides et brochures

Voxpublic

Bandes dessinées

Beate et Serge Klarsfeld, Un combat contre l'oubli, boîte à bulles, 2020

La nuit sera longue, Zerocalcare, nada éditions, 2025

Dora, Chasseuse de nazis (4 tomes), Ignacio R. Minaverri, L'Agrume, 2017

Jeux de la Horde ●



**Commandez les
anciens numéros
auprès de
votre syndicat**



#98 - novembre 2024

#99 février 2025

avril
2025

juin
2025

numéro 100

numéro 101

Sud éducation

le journal des syndicats et de la fédération Sud Éducation

LES PÉDAGOGIES ÉMANCIPATRICES





Fédération SUD éducation
31 rue de la Grange aux Belles
75010 Paris

www.sudeducation.org



J'ADHÈRE !